



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 30 DÉCEMBRE 1939

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, DECEMBER 30TH, 1939

AVIS IMPORTANT

Pour la livraison de la semaine finissant le 6 JANVIER prochain, on ne recevra de la copie que jusqu'à midi, MERCREDI, 3 JANVIER 1940.

IMPORTANT NOTICE

For the issue of the week ending JANUARY 6th next, we will receive copy only until noon, on WEDNESDAY, JANUARY 3rd, 1940.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate), chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate), chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée: 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure), each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure), each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement.

4729-44-9-o

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by bank or postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon receipt of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House.

4730-44-9-o

Lettres Patentes

Letters Patent

"Cordon Bleu Limited"—"Cordon Bleu (Limitée)"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de novembre 1939 constituant en corporation: John-Emmerson Hamilton, comptable, Gerald-A. McTeigue, avocat, Clifford Ouimet, manufacturier, Jean-Edouard Turcotte, vendeur, et George-Herman Garfoote, commis, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

a) Faire le commerce de manufacturier, d'expéditeur et de négociant de toutes sortes de produits en boîtes, condiments, marinades, confitures, gelées, conserves, pâtisseries fines, divers approvisionnements d'épiciers et viandes préparées, poisson ou produits alimentaires; faire le commerce de producteur, expéditeur, exportateur, importateur et marchand de grains et de produits de ferme, jardin, laiterie, et tous autres produits alimentaires; et en rapport avec les affaires de la compagnie, établir des magasins, agences, dépôts et autres marchés pour la vente des produits de la compagnie; faire le commerce d'entrepôts, y compris l'opération d'entrepôts ou établissements frigorifiques;

b) Manufacturer et faire le commerce de boîtes, jattes, récipients, étiquettes et accessoires de metteurs en conserves;

"Cordon Bleu Limited"—"Cordon Bleu (Limitée)"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty-third day of November, 1939, incorporating: John Emmerson Hamilton, accountant, Gerald A. McTeigue, advocate, Clifford Ouimet, manufacturer, Jean-Edouard Turcotte, salesman, and George Herman Garfoote, clerk, all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

a) To carry on business as a manufacturer of, shipper and dealer in all kinds of canned goods, condiments, pickles, jams, jellies, preserves, table delicacies, grocers' sundries and supplies and prepared meats, fish or foods; to carry on business as a grower, shipper, exporter, importer and dealer in seeds, farm, garden and dairy produce, and all other food products, and in connection with the business of the company, to establish stores, agencies, depots and other markets for the sale of the products of the company; to carry on the business of warehousemen, including the operation of cold storage warehouses or plants;

b) To manufacture and deal in cans, boxes, jars, containers, labels and canners' supplies;

c) Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

d) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

e) Demander, acheter, ou acquérir autrement tous permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

f) Conclure tout arrangement au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute compagnie exploitant ou étant sur le point de faire ou de s'engager dans tout commerce ou toute transaction que la compagnie est autorisée à exercer, ou exploiter, ou tout commerce ou transaction susceptible d'être conduits de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cesdites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, ou revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

g) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

h) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

i) Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie ou leurs prédécesseurs en affaires ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale, l'exercice du pouvoir établissant des fonds et biens pour les employés, ex-employés de la compagnie ou les dépendants et parents de telles personnes, est sujet toutefois à l'obtention préalable du consentement par écrit du surintendant des assurances de la province de Québec;

j) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou

c) To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

d) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

e) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

f) To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

g) To take, or otherwise acquire and hold, shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

h) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them and obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

i) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company, or its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and grant pensions and allowances, and make payments towards insurance and subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object; the exercise of the power to establish funds and trusts for the employees, ex-employees of the company or the dependents or connections of such persons, is to be subject to the grant of the previous consent in writing of the superintendent of insurance of the Province of Quebec;

j) To promote any company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or

une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

k) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens mobiliers et tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables aux fins de son commerce et en particulier toute machinerie, usine, biens-fonds;

l) Construire, améliorer, entretenir, travailler, administrer, exécuter et entreprendre tous chemins, routes, trams, embranchements ou voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, y contribuer, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux, sur la propriété de la compagnie seulement ou contrôlée par elle aux seules fins de son commerce et de son industrie;

m) Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquelles la compagnie se propose de faire des affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

n) Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

o) Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle comme un tout ou substantiellement comme un tout pour telle considération que la compagnie peut juger convenable, et en particulier pour des actions, débiteures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, si elle est autorisée de le faire par le vote des actionnaires présents ou représentés par des fondés de pouvoir, à une assemblée générale dûment convoquée pour considérer la chose, et détenant pas moins des deux tiers du capital-actions émis et représentés à telle assemblée;

p) Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'oeuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques;

q) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie, ou les négocier autrement;

r) Construire, entretenir et modifier tous édifices ou travaux nécessaires et convenant aux fins de la corporation;

s) Acquérir par achat, bail ou autre titre, et détenir tous biens immobiliers nécessaires à l'exploitation de son entreprise, et de les vendre, les aliéner et les transporter lorsqu'ils ne sont plus requis;

t) Faire toutes ou chacune des choses susdites, et toutes choses autorisées par les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires, comme mandants, agents, entrepreneurs ou autres, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

u) Faire toutes telles autres choses s'y rattachant ou conduisant à la réalisation des objets précités et des objets énoncés dans les lettres patentes et les lettres patentes supplémentaires;

v) Faire enregistrer la compagnie et la faire reconnaître dans tout pays étranger ou toute

any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

k) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of the business and in particular any machinery, plant, and stock in trade;

l) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or contract any roads, ways, tramways, branches or sidings, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores, and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof; on the property of the company only or on that under its control and for the sole purposes of its commerce and industry;

m) To lend money to customers and others having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings and guarantee the performance of contracts by any such person;

n) To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

o) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof as an entirety or substantially as an entirety for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, if authorized so to do by the vote of the shareholders present or represented by proxy, at a general meeting duly called for considering the matter, and holding not less than two-thirds of the issued capital stock represented at such meeting;

p) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals;

q) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

r) To construct, maintain and alter any buildings or works necessary or convenient for the purposes of the corporation;

s) To acquire by purchase, lease or other title, and to hold any real estate necessary for the carrying on of its undertaking, and when no longer required to sell, alienate and convey the same;

t) To do all or any of the above things, and all things authorized by the letters patent or supplementary letters patent as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

u) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and of the objects set out in the letters patent;

v) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country or prov-

province de la Puissance du Canada, et d'y désigner des personnes suivant les lois de tel pays étranger ou telle province de la Puissance du Canada pour représenter la compagnie et d'accepter assignation pour la compagnie et en son nom dans tout procès ou poursuite;

w) Emettre et répartir des actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement ou paiement partiel de tous biens mobiliers ou immobiliers achetés ou autrement acquis par la compagnie;

x) Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie en nature, en espèces ou autrement, comme il peut être déterminé, au moyen de dividendes, bonis ou de toute autre manière jugée convenable, tous biens ou actif de la compagnie ou tous produits de la vente ou de l'aliénation de tous biens de la compagnie et en particulier toutes actions, obligations, débetures, actions-débetures, ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à la compagnie, ou qu'elle peut être autorisée à aliéner; pourvu, cependant, qu'aucune telle distribution n'amènera une réduction du capital de la compagnie, excepté celle faite suivant les règlements de la Loi des Compagnies de Québec, sous le nom de "Cordon Bleu Limited—Cordon Bleu (Limitée)".

Le montant du capital-action de la compagnie est de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00) divisé en vingt et un mille (21,000) actions ordinaires d'une valeur au pair d'un dollar chacune et deux mille huit cents (2,800) parts privilégiées d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune.

Les actions privilégiées donneront le droit à un dividende privilégié cumulatif fixe payable semi-annuellement le trentième jour de juin et de décembre de chaque année à même les profits de la compagnie, de la manière et lorsque déclaré par le bureau de direction, au taux de sept pour cent, par année, sur le capital payé sur icelles et donneront le droit, en plus du dividende privilégié, de participer, action pour action, avec les détenteurs des actions ordinaires, à chaque dividende déclaré par la compagnie, et dans le cas de liquidation, dissolution ou règlement des affaires de la compagnie ou distribution des biens du capital, les dites actions privilégiées auront le même rang, quant au dividende et retour du capital de priorité sur les actions ordinaires et auront le droit de participer après cela à tout surplus, sur le même pied que les actions ordinaires; les dites actions privilégiées ne donneront pas le droit de vote aux assemblées des actionnaires pour l'élection des directeurs ou pour toute autre fin. La compagnie a la liberté, de temps à autre, et à son gré, de racheter la totalité ou toute partie des dites actions privilégiées en payant les détenteurs de ces actions la valeur au pair d'icelles plus les dividendes accumulés et impayés sur icelles et une prime de dix pour cent de la valeur au pair et, dans le cas où une partie des actions sont désignées pour rachat, les actions devant être rachetées seront choisies par tirage au sort de la manière que le bureau de direction pourra déterminer.

Le bureau-chef de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de novembre, 1939.

L. DESILETS,

5561

Assistant-procureur général.

ince of the Dominion of Canada, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country or province of the Dominion of Canada to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

w) To issue and allot fully paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company;

x) To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise as may be resolved, by way of dividend, bonus or in any other manner deemed advisable, any property or assets of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of or in any other company belonging to the company, or of which it may have power to dispose; provided, however, that no such distribution shall effect a reduction of the capital of the company, except made in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act, under the name of "Cordon Bleu Limited—Cordon Bleu (Limited)".

The amount of the capital stock of the company is to be forty-nine thousand dollars (\$49,000.00) divided into twenty-one thousand (21,000) common shares of a par value of one dollar each and two thousand eight hundred (2,800) preferred shares of a par value of ten dollars (\$10.00) each.

The preference shares shall confer the right to a fixed cumulative preferential dividend payable semi-annually on the thirtieth day of June and December of each year out of the profits of the company, as and when declared by the board of directors, at the rate of seven per cent per annum, on the capital paid up thereon and shall confer the right, in addition to the preferential dividend, to participate share for share with holders of the common stock in any dividends declared by the company, and in the event of any liquidation, dissolution or winding-up of the company or distribution of the capital assets, the said preference shares shall rank as regards dividend and return of capital in priority to the common shares and shall be entitled to participate in any surplus thereafter on a parity with the common shares; the said preference shares shall not confer the right to vote at any meeting of the stockholders for the election of directors or for any other purpose. The company is at liberty, from time to time, at its option to redeem the whole or any part of the said preference shares by paying the holders thereof the par value thereof plus accrued and unpaid dividends thereon and a premium of ten percent of the par value and, in case less than all the shares are called for redemption, the shares to be redeemed shall be selected by lot in such manner as the board of directors may determine.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of November, 1939.

L. DESILETS,

5562-0

Deputy Attorney General.

"Eagle Products Inc."

"Eagle Products Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de décembre 1939 constituant en corporation: Philip Meyerovitch, Harry Patshaw, avocats, et Lazarus Cohen, teneur de livres, tous de la cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, produire, importer et exporter, acheter et vendre des fermoirs-éclair, accessoires, ornements, et tout matériel employé dans la confection de marchandises s'êches, vêtements de dames, vêtements d'hommes et habits de toute sorte et description et d'en faire un commerce général comme mandants ou comme agents, en gros ou en détail;

2. Faire le commerce d'appareils et machinerie pour la confection de vêtements, hardes et fournitures de toute description et d'accessoires, étiquettes, et moyens d'annonce employés dans la mise sur le marché de chacun de ces articles;

3. Demander, acheter ou autrement acquérir des brevets, permis, concessions et chose semblable en rapport avec toute invention qui peut sembler susceptible d'être utilisée pour les fins de la compagnie ou propre à l'en faire profiter directement ou indirectement;

4. Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

5. Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des biens, vendre, hypothéquer, donner à bail, transmettre ou autrement faire le commerce de tels biens ou toute partie d'iceux;

6. Prêter des deniers aux clients et autres personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie et de garantir l'exécution de contrats par toute telle personne;

7. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à venir par l'émission et l'assignation d'actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie;

8. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou chacune des dépenses se rattachant ou se rapportant à son organisation;

9. Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et faire toutes opérations pouvant conduire à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie a été constituée en corporation de la même manière et aussi complètement que toute personne ordinaire mais conformément à la Loi des compagnies de Québec, sous le nom de "Eagle Products Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$ 0,000.00, divisé en cent actions ordinaires, d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, cent actions privilégiées, d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, sans vote, sans participation, rachetables à \$105.00 par action, et avant la préférence quant au capital et au dividende à 7% par année.

Le bureau-chef de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de décembre, 1939.

L. DESILETS,

5563 Assistant-procureur général.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1939, incorporating: Philip Meyerovitch, Harry Patshaw, advocates, and Lazarus Cohen, bookkeeper, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, produce, import and export, buy and sell, slide fasteners, accessories, ornaments, and all material used in the manufacture of dry goods, ladies' wear, men's wear and wearing apparel of every kind and description and to deal in the same generally as principals or as agents, wholesale or retail;

2. To deal in apparatus and machinery for the manufacture of clothing, wearing apparel and furnishing of all descriptions and in fixtures, packing labels, and advertising devices used in the marketing of any of the said articles;

3. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like with regard to any inventions which may seem capable of being used for the purposes of the company or which may seem calculated to benefit the company directly or indirectly;

4. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company, having objects altogether or in part similar to those of the company;

5. To purchase, lease or otherwise acquire and own real estate, to sell, hypothecate, lease, convey or otherwise deal with such real estate or any portion thereof;

6. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

7. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered by the issue and allotment of fully paid up shares of the capital stock of the company;

8. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the organization thereof;

9. To do all acts, exercise all powers and carry on all operations incidental to the carrying out of the objects for which the company was incorporated in the same manner and as completely as any ordinary persons but in conformity with the Quebec Companies' Act, under the name of "Eagle Products Inc."

The amount of the capital stock of the company is to be \$20,000.00, divided into one hundred common shares, of the par value of \$100.00 each, one hundred preferred shares, of the par value of \$100.00 each, non-voting, non-participating, redeemable at \$105.00 per share, and having a preference as to capital and as to dividend at 7% per annum.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of December, 1939.

L. DESILETS,

5564-o Deputy Attorney General.

"Echange Provincial (Limitée)"—"Provincial Exchange (Limited)"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre 1939, constituant en corporation: Norman Denys, avocat, demeu-

"Echange Provincial (Limitée)"—"Provincial Exchange (Limited)"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1939, incorporating: Norman Denys, advocate, residing at No. 2324 Lincoln, Lorette

rant au No 2324 Lincoln, Lorette Rioux, demeurant au No 421 Viger, et Berthe Allaire, demeurant au No 5208 de la rue Marquette, toutes deux sténographes, filles majeures et usant de leurs droits, et tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer les opérations qui consistent à fabriquer, acheter, vendre, importer et exporter tous genres de bouteilles de toute nature et description quelconque, et sans limiter la généralité de ce qui précède, faire l'échange des bouteilles d'une façon générale;

Exercer les opérations qui consistent à fabriquer, acheter, vendre, importer et exporter tous les accessoires qui entrent dans le commerce de l'échange de bouteilles, de toute nature et description quelconques;

Faire le commerce et l'échange de bouteilles et de tous les accessoires nécessaires au commerce de l'échange de bouteilles, comme mandant ou agent, en gros ou en détail;

Faire commerce de marchandises de toutes sortes connexes au commerce projeté savoir: le commerce de toutes marchandises ou appareils servant au lavage des bouteilles;

Vendre, acheter, transiger, céder, et généralement aliéner toutes marchandises qui ont rapport direct ou indirect avec le commerce de fabrication de bouteilles et d'échange de bouteilles;

Exercer soit en poursuivant ou en se défendant les recours en justice en rapport avec le commerce de bouteilles;

Acquérir, posséder, vendre, louer, échanger ou autrement aliéner tous les meubles et immeubles utiles aux fins de la compagnie ou avantageux pour mener à bonne fin les objets pour lesquels la compagnie est incorporée;

Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

Émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie, les donner en garantie ou les vendre pour les prix jugés convenables, sous le nom de "Echange Provincial (Limitée)—Provincial Exchange (Limited)", avec un capital total de quinze mille dollars (\$15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent dollars (\$100.00) chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de mille cinq cents dollars (\$1,500.00).

Le bureau principal de la compagnie sera au No 1841, rue Chambly, cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de décembre 1939.

L. DESILETS,

5565-o

Assistant-procureur général.

Rioux, residing at No. 421 Viger, and Berthe Allaire, residing at No. 5208 Marquette Street, both stenographers, spinsters of age and in use of their rights, and all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, buying, selling, importing and exporting all kinds of bottles of every kind and description whatsoever, and without limiting the generality of the foregoing, to exchange bottles generally;

To carry on the manufacture, purchase, sale, importation and exportation of all accessories which may enter into the business of the exchanging of bottles of every kind and description whatsoever;

To deal in and exchange bottles and all accessories required for the business of the exchanging of bottles, as principal or agent, wholesale or retail;

To deal in merchandise of all kinds connected with the proposed business, namely: the business of all merchandise or apparatus used in the washing of bottles;

To sell, purchase, transact, cede and generally dispose of any merchandise connected directly or indirectly with the business of manufacturing bottles and the exchanging of bottles;

To exercise whether as plaintiff or defendant all recourses "en justice" in connection with the bottle business;

To acquire, own, sell, lease, exchange or otherwise dispose of any movables and immovables useful for the purposes of the company or advantageous to the attainment of the objects for which the company is incorporated;

To borrow money on the credit of the company;

To issue bonds, debentures or other securities of the company, give as security or sell the same for the prices deemed expedient, under the name of "Echange Provincial (Limitée)—Provincial Exchange (Limited)", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, and the amount with which the company will begin its operations shall be fifteen hundred dollars (\$1,500.00).

The head office of the company will be at No. 1841, Chambly Street, city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of December, 1939.

L. DESILETS,

5566

Deputy Attorney General.

"Eddy's Drive Ur Self Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de décembre 1939, constituant en corporation: Edouard Archambault, garagiste, Marie Régina Bourassa, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Edouard Archambault et par ce dernier dûment autorisée aux fins des présentes, tous deux demeurant au No 1363 de la rue Ducharme, à Outremont, province de Québec, et Arthur Bourassa, homme de service, demeurant au No 6437 de la rue Saint-Dominique, à Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Exercer le négoce de louageurs et locuteurs d'automobiles et véhicules de toute autre espèce et description et de voituriers privés pour le

"Eddy's Drive Ur Self Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1939, incorporating: Edouard Archambault, garage-keeper, Marie Régina Bourassa, housewife, wife separate as to property by marriage contract of said Edouard Archambault, and by the latter duly authorized for the purposes hereof, both residing at No. 1363 Ducharme Street, at Outremont, province of Quebec, and Arthur Bourassa, service-man, residing at 6437, Saint Dominique Street, at Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on the business of lessors and lessees of automobiles and vehicles of every kind and description and of private carriers for the

transport des personnes, d'effets, denrées et marchandises, sous toutes ses formes et spécialités, et par tous les moyens actuellement connus ou qui pourront l'être;

2. Acheter, acquérir, posséder, vendre, échanger, opérer, louer, arrenter, prendre à bail, importer, exporter, construire, fabriquer, manufacturer, assembler, réparer et monter des automobiles, véhicules-moteurs, motocyclettes, autoguides, canots-automobiles, taxis, taxis-cabs, camions, autobus, omnibus, tracteurs, aéroplanes, hydravions ou tous autres véhicules et machines mus par la force animale, vapeur, électricité, gazoline ou autrement; acheter, vendre, manufacturer, fabriquer toute machinerie, outils, accessoires, articles et autres objets qui servent ou se rapportent ou qui sont ou peuvent être utilisés en rapport avec les objets ci-dessus;

3. Acquérir, construire, exploiter, tenir, maintenir, opérer et conduire et administrer des garages, magasins, bureaux, salles d'exposition, dépôts, entrepôts, manufactures, usines, stations de service, stations de gazoline et autres lieux semblables pour la garde, le nettoyage, l'emmagasinage, le remisage, l'achat, la vente, la fabrication, la réparation et les soins d'une manière générale, d'automobiles, camions et véhicules de toute autre espèce et description et de leurs accessoires;

4. Acheter, vendre, importer, exporter, détenir, manufacturer, produire, fabriquer, louer, échanger, et faire le commerce, soit en gros ou en détail, d'huile, graisse, gazoline, pétrole, dérivés de pétroles, lubrifiants, ciments, pneus, articles en caoutchouc et en cuir, gutta-percha, et de tous effets, articles, accessoires et outils ayant rapport avec l'automobile;

5. Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'elle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs, d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

6. Solliciter, acheter ou autrement acquérir, des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi, utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatif; ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

7. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

8. Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

9. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dernières autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et de s'y conformer;

10. Placer et employer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de

transportation of passengers, goods, foodstuffs and merchandise, in all forms and kinds, and by all known means, both present and future;

2. To purchase, acquire, own, sell, exchange, operate, lease, hire, take on lease, import, export, construct, make, manufacture, assemble, repair and set up automobiles, motor vehicles, motor-cycles, auto-gliders, motor-boats, taxis, taxicabs, trucks, autobusses, omnibusses, tractors, aeroplanes, hydroplanes or any other vehicles and machines propelled by animal traction, steam, electricity, gasoline or otherwise; to buy, sell, manufacture, make any machinery, tools, accessories, articles and other objects used or connected with or which are or may be used in connection with the foregoing objects;

3. To acquire, construct, exploit, keep, maintain, operate and conduct and manage garages, stores, offices, show-rooms, depots, warehouses, factories, plants, service stations, gasoline stations, and other similar premises for the keeping, cleaning, storing, warehousing, purchase, sale, manufacture, repairing and care in a general manner, of automobiles, trucks and vehicles of any other kind and description and their accessories;

4. To purchase, sell, import, export, hold, manufacture, produce, make, lease, exchange and deal both wholesale and retail in oil, grease, gasoline, petrol, petrol derivatives, lubricants, cements, tires, rubber, leather and gutta-percha goods, and any wares, articles, accessories and tools incidental to automobiles;

5. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

6. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information acquired;

7. To hypothecate, pledge or otherwise affect the moveable or immoveable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debts, contract or obligation of the company;

8. To draw, subscribe for, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

9. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise; and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

10. To invest and deal with the monies of the company not immediately required, in such

telle manière qui sera de temps à autre déterminée; manner as may from time to time be determined;

11. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

11. To take, or otherwise acquire and hold shares, in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as, directly or indirectly to benefit the company;

12. Se fusionner, conclure toute convention relative au partage de bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec toute compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent à toute compagnie ou personne, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, prendre ou autrement acquérir des actions ou valeurs d'aucune telle compagnie; et les vendre, les détenir ou autrement les négocier;

12. To amalgamate, enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or otherwise deal with the same;

13. Acquérir ou entreprendre la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, des biens ou engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

13. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

14. Prendre les moyens nécessaires pour annoncer les biens, commerce et produits de la compagnie, comme il sera jugé à propos et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exploitation d'oeuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques;

14. To adopt such means of making known the property, products or business of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest by publication of books and periodicals;

15. Prêter des fonds aux clients et autres en relation d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

15. To lend money to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

16. Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger en conformité des lois de ce dit pays étranger pour y représenter la compagnie, et accepter des services pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

16. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, according to the laws of such foreign country to represent the company, and to accept services for and on behalf of the company of any process or suit;

17. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant, aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou au sujet de la formation ou de la promotion ou de la conduite de ses opérations;

17. To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the share in the company's capital, of any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

18. Emettre, répartir et livrer comme entièrement libérées et non-sujettes à appel des actions, débetures ou actions-débetures ou autre valeur de la compagnie en paiement intégral ou en paiement partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles et de tous droits ou choses achetées, acquis, souscrits et obtenus par la compagnie;

18. To issue, allot and deliver as fully paid-up and non-assessable shares, debentures or debenture-stock or any other securities of the company as whole or part payment for any real or personal property or any rights or things purchased, acquired, subscribed for and secured by the company;

19. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

19. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

20. Etablir des agences et succursales;

20. To establish agencies and branches;

21. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités; sous le nom de "Eddy's Drive Ur Self Limited".

21. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects under the name of "Eddy's Drive Ur Self Limited".

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20) et il sera interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20) and any appeal to the public to subscribe to shares shall be prohibited.

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de décembre 1939.

L. DESILETS,
5567-o Assistant-procureur général.

The amount of the company's capital stock will be twenty thousand dollars (\$ 20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1939.

L. DESILETS,
5568 Deputy Attorney General.

"Laurentide Air Service Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de novembre 1939 constituant en corporation: Clovis Dagenais, avocat, Flore-Annette Poirier, fille majeure, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, et Lucienne Gagnon, fille majeure, comptable, de la cité de Longueuil, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, vendre, acheter des avions et machines volantes et faire le commerce de toutes choses qui ont rapport à l'équipement complet d'un service aérien et de son personnel;

2. Agir comme aviseurs techniques en toutes choses se rapportant à l'aviation et établir, conduire, entretenir, opérer et administrer des écoles pour l'instruction théorique et pratique, et l'entraînement de pilotes et de mécaniciens pour la navigation aérienne et l'instruction générale et diffusion de connaissances relatives à la structure, la construction et l'opération de toutes sortes d'avions et d'appareils d'aviation;

3. Agir comme agents, représentants, mandataires, dépositaires ou intermédiaires;

4. Faire le commerce, négocier, manufacturer, prendre et donner à louage, réparer, emmagasiner et entreposer des avions, ballons, aéroplanes et machines volantes de toutes sortes plus pesantes que l'air ou autres, et mues par pouvoir mécanique ou non, et soit pour des fins commerciales, militaires, navales, scientifiques ou autres; de même qu'automobiles, motocycles, canots à moteur et toutes sortes de véhicules mobiles, et tous moteurs, machinerie, engrenage, pièces constitutives, accessoires, équipements, instruments, ustensiles, outillages, appareils, lubrifiants, solutions et toutes choses susceptibles d'être employées avec et en rapport avec ceux, ou dans la confection, entretien et opération d'iceux, tous respectivement, dans les contrats et l'entretien de tous hangars, travaux, inclinaisons de surfaces adaptées dans et en rapport avec leur emploi, et aussi l'industrie d'ingénieurs-mécaniciens et aéronautiques, électriciens, ingénieurs-électriques, voituriers, aéronautes, manufacturiers de pneus, charbons, ajusteurs, fondeurs, fabricants de tubes, galvanisateurs, vernisseurs, recuiteurs, émailleurs, galvanoplastes, peintres et manufacturiers de vernis, distributeurs, négociants et fournisseurs d'électricité, vapeur, gaz, pétrole et autre énergie pour fins de force motrice ou éclairage ou autre, et manufacturiers et commerçants de toutes sortes d'appareils et choses requises ou susceptibles d'être utilisées en rapport avec ces matières ou choses;

5. Etablir et maintenir des lignes de service régulier par avions de toutes sortes et faire le transport de passagers et marchandises par air, mer, rivières, canaux et autres, et conclure des conventions pour effectuer le transport de la malle poste, des passagers, marchandises et êtres vivants, par tous moyens et soit dans les avions

"Laurentide Air Service Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of November, 1939, incorporating: Clovis Dagenais, advocate, Flore-Annette Poirier, spinster of full age, stenographer, both of the City of Montreal, and Lucienne Gagnon, spinster of full age, accountant, of the City of Longueuil, all of the District of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, sell, buy airplanes and flying machine and dealing in all things which appertain to the complete equipment of an air service and its personnel;

2. To act as technical advisers in all matters pertaining to aviation and to establish, conduct, maintain, operate and carry on schools for the theoretical and practical instruction and training of pilots and mechanics for aerial navigation and general instruction and dissemination of knowledge, with respect to the structure, construction and operation of all kinds of aircraft and flying devices;

3. To act as agents, representatives, mandataries, depositories or intermediaries;

4. To carry on business of dealers in, manufacturers, letters, hirers, repairers, storers and warehousemen of aeroplanes, balloons, airships and flying machines of all kinds either heavier than air, or otherwise, and whether propelled by mechanical power or not, and either for commercial, military, naval, scientific, or other purposes, also automobiles, motorcycles, motorboats and self-propelled vehicles of all kinds, and all motors, machinery, gear, component parts, accessories, fittings, implements, utensils, appliances, apparatus, lubricants, solutions and all things capable of being used therewith all in connection therewith, or in the manufacture, maintenance and working, thereof, respectively all in the contracts and maintenance of any sheds, works, inclines of surfaces adapted for use in connection therewith, and also the businesses of mechanical and aeronautical engineers, electricians, electrical engineers, carriers, aeronauts, tire manufacturers, wheelwrights, fitters, founders, tube makers, galvanizers, japanners, annealers, enamellers, electroplaters, painters and varnish manufacturers, distributing and dealing in and supplying electricity, steam, gas, petrol and other energy for the purpose of motive or lighting power or otherwise, and manufacturing and dealing in all kinds of apparatus and things required or capable of being used in connection with matters and things;

5. To establish and maintain lines of regular services of aircraft of all kinds and to carry on the business of carriers of passengers and goods by air, sea, river, canal and others, and to enter into contracts for the carriage of mails, passengers, goods and living creatures by any means and either by the company's own aircraft and

et moyens de transport de la compagnie, ou dans les avions, vaisseaux et autres moyens de transport, et conclure des conventions avec toute personne ou compagnie pour échange d'effets transportés, force motrice, ou autre, et en rapport avec l'un quelconque des objets susdits, et faire le commerce d'entrepreneurs de chemins de fer, d'expéditeurs, de constructeurs de bateaux, de propriétaires d'omnibus, d'ingénieurs, manufacturiers de machinerie et de chemins de fer, wagons, omnibus et de constructeurs de voitures;

6. S'occuper de l'entreposage et de l'emmagasinage de marchandises, denrées et produits de toute sorte et description, et de prospection et d'exploitation de mines, ou de toute autre sorte d'affaires ou négoce qui peuvent, dans l'opinion de la compagnie être conduites à l'avantage de la compagnie en rapport avec ses affaires générales ou qui lui sont subordonnées;

7. S'occuper à patrouiller, au moyen d'avions ou autres machines volantes, soit plus pesantes que l'air ou autres, des surfaces boisées ou autres, soit en vue de les protéger contre le feu ou autrement, soit en vue d'observation et d'enquête; manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes d'appareils contre l'incendie et autre équipement ou moyens de protection contre le feu et tels autres appareils s'y rattachant;

8. Faire des expériences dans le développement et l'usage des armes à feu et autres moyens de défense et d'offensive employés ou susceptibles d'être employés en rapport avec les avions et autres formes de machines volantes;

9. Etablir des aérodromes, dépôts, hangars ou gares pour l'entreposage ou la réception d'aéroplanes, ballons, avions et machines volantes, et faire et conduire des expériences en rapport avec et promouvoir des courses, essais pour exhibitions aéronautiques et autres, ou aéroplanes, ballons, avions, machines volantes (et moteurs) et d'offrir sur une base de comparaison et distribution en rapport avec icelles ou pour toute autre fin tendant à l'avancement de la science et de la pratique de l'aviation, l'aérostation et l'aéronautique, et financer des inventeurs et autres dans le but de leur permettre de faire des essais ou de perfectionner leurs inventions;

10. Faire tout autre commerce manufacturier ou autre qui peut sembler à la compagnie, susceptible d'être exploité avantageusement en rapport avec son commerce ou propre à accroître directement ou indirectement la valeur, les biens, droits et intérêts de la compagnie;

11. Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou droit limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

12. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

conveyances or by or over the aircraft, vessels, and conveyance or others and to enter into contracts with any person or company as to interchanges of traffic, running power or otherwise, and in connection with any of the objects aforesaid to carry on the business of railways contractors, shippers, shipbuilders, omnibus proprietors, engineers, manufacturers of machinery and railway, wagons, omnibus and coach builders;

6. To carry on the business of warehousemen and storers of goods, wares and merchandise of every kind and description whatsoever, and the business of mining prospectors and operators or any other trade of business whatsoever which can, in the opinion of the company, be advantageously carried on by the company in connection with or as ancillary to the general business of the company;

7. To carry on the business of patrolling, by means of aeroplanes or other flying machines, either heavier than air or otherwise, wooded or other areas, whether for purposes of fire or other protection, or for purposes of observation and investigation, to manufacture, buy, sell and deal in all forms of fire fighting and other defensive equipment or devices and such other apparatus as may be connected with the said business;

8. To carry on experiments in the use and development of firearms and other offensive and defensive equipment used or capable of being used in connection with aeroplanes or other forms of flying machines;

9. To establish aerodromes, depots, sheds or stations for the storage or reception of aeroplanes, balloons, airships and flying machines, and to use and conduct experiments in connection with and to promote race meetings, trial test for aeronautical and other exhibitions, or aeroplanes, balloons, airships, flying machines (and motors) and to offer for comparison and distribution basis in connection therewith or for any other purpose likely to tend to the advancement of the science and practice of aviation, aerostation and aeronautics and to finance inventors and other for the purpose of enabling them to test or perfect their inventions;

10. To carry on any other business either manufacturing or otherwise, which may seem, to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value or to enter prejudice any of the company's property, rights or interests;

11. To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe, or process, which may seem capable of being use for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

12. To purchase, take on lease or in exchange, hire, or otherwise acquire, any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

13. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

14. Promouvoir et devenir actionnaires d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toute autre fin qui peut sembler directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie et garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

15. Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement toute personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les ré-émettre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

16. Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et les vendre ou autrement en disposer;

17. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou tout autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

18. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de bonis, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

19. Distribuer au moyen de dividende légalement déclaré à même les profits de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, en espèces ou autrement, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, obligations, débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

13. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed all property suitable for the purpose of the company, and to issue paid-up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

14. To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interests on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

15. To enter into any arrangement for sharing of profits or expenses, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to guarantee the contracts of or otherwise assist any person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association, or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

16. To subscribe for, take up or otherwise hold shares of stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company and to sell, or otherwise dispose of the same;

17. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

18. To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company, or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

19. To distribute by way of dividend legally declared out of the profits of the company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act in specie or otherwise any assets of the company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

20. Se joindre à ou se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

21. Louer, vendre ou autrement disposer du commerce, des biens ou entreprises de la compagnie ou de toute partie d'iceux pour telle considération que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, débiteures, ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, sous le nom de "Laurentide Air Service Corporation", avec un capital-actions total de dix-neuf mille neuf cents dollars (\$19,900.00) divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau-chef de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour de novembre, 1939.

L. DESILETS,

5569

Assistant-procureur général.

"Les Produits 'CA-RA-CO' Ltée" — "The 'CA-RA-CO' Products Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de novembre 1939, constituant en corporation: J.-Emile Boucher, gérant, de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Crabtree Mills, comté de Joliette, J.-Amédée Boucher, gérant de ventes, de la cité de Montréal, et Victor Lafortune, notaire, de la cité de Joliette, dans les buts suivants:

Fabriquer, manufacturer, importer, exporter, exercer en gros et en détail l'industrie, le négoce et le commerce de beurre d'érable, beurre de caramel, bonbons de toutes sortes, chocolats et tous les produits connexes, et toutes les sortes de beurre;

Acheter, vendre et transformer des produits pour arriver aux fins ci-dessus et faire en général tous actes de commerce par achats, ventes, échanges, transactions mobilières et immobilières, emprunts, importations, exportations;

Acheter, vendre, louer, échanger et prendre, suivant le cours régulier de la loi, des marques de commerce et des patentes propres à la compagnie et pour ses fins;

Acquérir, louer, posséder et vendre des biens meubles et immeubles, les hypothéquer, les donner en gage et nantissement;

Faire toute convention relative en partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant, ayant l'intention d'exercer, toute industrie ou négoce susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, entreprise ou exploitation, ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de la compagnie, et comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu, dans le but de protéger les valeurs émises par eux, et de réaliser leur réclamation;

Hypothéquer, nantir ou donner en gage, tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder dans la province, dans le but de garantir toutes obligations, dében-

20. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

21. To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, under the name of "Laurentide Air Service Corporation", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900.00), divided into one hundred ninety-nine (199) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of November, 1939.

L. DESILETS,

5570-o

Deputy Attorney General.

"Les Produits 'CA-RA-CO' Ltée" — "The 'CA-RA-CO' Products Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1939, incorporating: J. Emile Boucher, manager, of the parish of Sacré-Cœur de Jésus de Crabtree Mills, county of Joliette, J. Amédée Boucher, sales manager, of the city of Montreal, and Victor Lafortune, notary, of the city of Joliette, for the following purposes:

To make, manufacture, import, export, engage in the wholesale and retail industry, trade and business of maple butter, caramel butter, candies of all kinds, chocolates and any similar products, and all kinds of butter;

To purchase, sell and transform the products to attain the foregoing purposes and generally to engage in any business deals, sales, exchanges, movable and immovable transactions, loans, importations, exportations;

To purchase, sell, lease, exchange and take, according to the regular course of the law, trade marks and patents suitable to the company and for its purposes;

To acquire, lease, own and sell movable and immovable properties, hypothecate and pledge and mortgage the same;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company, carrying on, or about to carry on any industry or trade capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit the company;

To promote, organize, develop, manage and assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, enterprise or undertaking, having objects in whole or in part similar to those of the company, and any similar business, to undertake, manage, control and otherwise dispose of the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual, for the purpose of protecting the securities issued by them, and realizing their claims thereon;

To hypothecate, mortgage or pledge, any movable or immovable properties, present or future, which it may own in the province, for the purpose of securing any bonds, debentures or

tures ou actions-débetures qu'elle est autorisée par la loi à émettre;

Émettre des actions libérées, des obligations, débetures, stock-actions et d'autres valeurs, en paiement intégral ou partiel de toute propriété foncière ou personnelle, des réclamations, des argents avancés, franchises ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir, et en paiement des services rendus et de l'ouvrage fait émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, débetures, stocks ou autres valeurs, en paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute nature ou espèce, mobilières ou immobilières, pour dettes, responsabilités ou obligations envers la compagnie;

Établir des agences et succursales, acquérir et louer des immeubles à cette fin;

Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre par les directeurs de la compagnie;

Construire, maintenir et modifier tous édifices ou travaux nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie et pour toutes autres fins et particulièrement pour les employés;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets susdits, ou de chacun des dits objets;

Louer, vendre ou autrement aliéner ou disposer de la propriété et des biens de la compagnie, ou de toute partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie jugera convenable, y compris les actions ou autres valeurs de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, émettre, acheter, vendre ou autrement négocier des billets à ordre, lettres de change, lettres de crédit, chèques, mandats, notes et autres instruments ou valeur ou effets de commerce;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie, ou de toutes débetures, actions-débetures, ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie, ou dans ou au sujet de son commerce et de ses opérations et ce en argent ou au moyen d'actions ci-après décrites;

Payer à même les fonds de la compagnie en argent ou en actions communes toutes ou chacune des dépenses incidentes ou encourues en rapport avec la formation et l'organisation de la compagnie, ou que la compagnie considère comme préliminaires;

Faire toutes les opérations ou exercer tous les droits et pouvoirs ou faire tous les achats ou ventes ci-dessus mentionnés, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui. Faire toute autre chose se rapportant à l'un quelconque des objets ou opérations ci-dessus mentionnées, seule ou avec d'autres compagnies pour le compte d'autrui, sous le nom de: "Les Produits "CA-RA-CO" Ltée" "The "CA-RA-CO" Products Ltd."

Le capital-actions de la compagnie sera de \$10,000.00 divisé en soixante (60) actions privilégiées de \$100.00 chacune, portant intérêt au taux de six pour cent (6%) l'an, et huit cents actions (800) ordinaires ou communes de cinq dollars (\$5.00) chacune.

Lesdites actions privilégiées seront émises sujettes aux droits et privilèges suivants, savoir:

a) Ces actions donneront droit à un intérêt ou dividende privilégié, cumulatif et fixe de six pour

debtenture-stock which it is by law entitled to issue;

To issue paid up shares, bonds, debentures, debtenture stock and other securities, in full or part payment for any real or personal property, claims, advances of money, franchises or other advantages which the company may lawfully acquire, and in payment for services rendered and work done, and to issue paid up shares, bonds, debentures, stock or other securities in part payment or exchange for shares, bonds, debtenture stock or other securities of any other company;

To take, acquire and hold securities of any nature or kind, movable or immovable, for debts, liabilities or obligations towards the company;

To establish agencies and branches, to acquire and lease immovables for such purpose;

To invest and deal with the money of the company not immediately required, in the manner to be determined from time to time by the directors of the company;

To construct, maintain and alter any buildings or works necessary or useful for the purposes of the company and for any other purposes and particularly for the employees;

To do all other things which are incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects or any one of the said objects;

To lease, sell or otherwise alienate or dispose of the property and assets of the company or any part thereof, for such consideration which the company may deem suitable, including shares or other securities of the company;

To draw, make, accept, endorse, issue, buy, sell or otherwise deal with promissory notes, bills of exchange, letters of credit, cheques, warrants, notes and other instruments or securities or documents of trade;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the capital stock of the company, or any debentures, debtenture-stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or in or about its business and operations and this in cash or with shares as hereinafter described;

To pay out of the funds of the company in cash or with common shares all or any expenses incidental to or incurred in connection with the formation and organization of the company, or which the company may consider to be preliminary;

To do all operations or exercise all rights and powers or engage in any purchases or sales above mentioned, for its own name or for others. To do any other thing incidental to any one of the aforesaid objects or operations, alone or with other companies for the account of others, under the name of "Les Produits "CA-RA-CO" Ltée" "The "CA-RA-CO" Products Ltd."

The capital stock of the company will be \$10,000.00 divided into sixty (60) preferred shares of \$100.00 each, bearing interest at the rate of six per cent (6%) per annum, and eight hundred (800) common or ordinary shares of five dollars (\$5.00) each.

The said preferred shares will be issued subject to the following rights and privileges, namely:

a) The said shares shall be entitled to an interest or fixed, cumulative dividend of six per

cent (6%) par année sur les actions émises, lequel dividende ou intérêt sera payable semi-annuellement au temps et au lieu fixé par le bureau de direction;

b) Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas le droit de vote à aucune assemblée ni pour aucune fin; cependant lesdits porteurs pourront prendre part à toutes les assemblées et à toute les décisions et de voter quand les intérêts n'auront pas été payés à la fin de quatre termes, c'est-à-dire au bout de deux ans;

c) Il sera loisible à la compagnie, en aucun temps et à son gré, par l'entremise des directeurs, de racheter les dites actions privilégiées au prix de cent cinq dollars (\$105.00) l'action, avec en plus tous les dividendes courus à la date du rachat, en donnant au préalable aux porteurs d'actions un avis par lettres recommandées d'au moins soixante jours de son intention à cet effet;

d) Dans le cas du rachat partiel d'actions privilégiées par la compagnie, le bureau de direction de la compagnie déterminera la façon du tirage au sort des actions qui seront rachetées par la ou les personnes qui serviront d'intermédiaires à cet effet;

e) Advenant le cas du défaut ci-dessus mentionné du paiement des intérêts sur les parts privilégiées pour quatre termes consécutifs, les détenteurs de parts privilégiées auront droit à quatre votes par chaque part privilégiée, le tout de façon à protéger les dits détenteurs de parts privilégiées au cas où leurs intérêts viendraient en conflit avec les détenteurs des parts communes;

Les directeurs seront nommés par les détenteurs des parts communes y compris le président.

Les directeurs auront en général les pouvoirs accordés par la loi des compagnies de la Province de Québec à ceux.

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de \$10,000.00 divisé en huit cents (800) actions de \$5.00 chacune.

La partie du capital actions qui sera émise comme actions privilégiées est de six mille dollars (\$6,000.00) divisée en soixante (60) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour de novembre 1939.

L. DESILETS,

5571-o

Assistant-procureur général.

cent (6%) per annum, on the shares issued, the said dividend or interest to be payable semi-annually at the time and place fixed by the board of directors.

b) The holders of the said preferred shares shall not be entitled to vote at any meeting nor for any purpose; however the said holders may assist at all meetings and take part in all decisions and vote when the interest shall have not been paid at the end of four terms, that is to say at the end of two years;

c) The company may, at any time at its option, through its directors, redeem the preferred shares at the price of one hundred and five dollars (\$105.00) per share, with moreover all accrued dividends to the date of redemption, by previously giving to the shareholders, by registered mail, a notice of at least sixty days of its intention of so doing;

d) In the case of a partial redemption of preferred shares by the company, the board of directors of the company will determine the manner of drawing lots for the shares to be redeemed by the person or persons who will act as intermediaries for such purpose;

e) In the case of default as above mentioned in the payment of interests on the preferred shares for four consecutive terms, the holders of preferred shares shall be entitled to four votes per preferred share, so as to protect the said holders of preferred shares in the case where their interests might conflict with the holders of the common shares;

The directors shall be appointed by the holders of common shares including the president.

The directors shall be vested with the general powers conferred on them the Province of Quebec Companies' Act.

The amount of the capital stock of the company will be \$10,000.00 divided into eight hundred (800) shares of \$5.00 each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is six thousand dollars (\$6,000.00) divided into sixty (60) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty fifth day of November, 1939.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

"Robert Villeneuve "Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de décembre 1939, constituant en corporation: Jacques Trahan, avocat, de la cité d'Outremont, Fernande Lespérance et Françoise Larose, filles majeures et usant de leurs droits, toutes deux sténographes, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer les opérations qui consistent à fabriquer, réparer, acheter, vendre, importer, exporter en gros et en détail et autrement faire le commerce et le négoce de meubles rembourrés et autres et du matériel pour poursuivre les dites opérations et toutes autres choses en général se rapportant aux opérations de la manufacture, réparation, achat, vente, importation et exportation des meubles et du rembourrage;

2. Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, qui semblera à la compagnie sus-

"Robert Villeneuve "Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1939, incorporating: Jacques Trahan, advocate, of the city of Outremont, Fernande Lespérance and Françoise Larose, spinsters and in the use of their rights, both stenographers, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business which consists in manufacturing, repairing, buying, selling, importing both wholesale and retail and otherwise trading and dealing in upholstered and other furniture and the material used in the said business and any other things in general connected with the operations of the manufacturing, repairing, buying, selling, importing and exporting of furniture and upholstery;

2. To carry on any other industry, manufacturing or otherwise, which may seem to the company

ceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter, vendre, posséder, embellir, administrer, développer, louer, utiliser et avoir la jouissance, ou autrement faire le commerce ou le négoce de propriétés immobilières;

4. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis;

5. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

6. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

7. Prêter ou faire des avances de deniers ou garantir les contrats ou indemniser ou se porter garants ou autrement aider toute compagnie, firme ou individu, et placer les deniers quelconques de cette compagnie dans ou sur toutes propriétés mobilières ou immobilières, et telles autres entreprises ou valeurs que cette compagnie croira de temps à autre convenables;

8. Hypothéquer, nantir ou autrement grever les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour garantir le remboursement des prêts, ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

9. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de cette compagnie, en paiement intégral ou partiel de tous biens ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

10. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

11. Prendre ou détenir des gages, hypothèques, privilèges ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toutes propriétés vendues par la compagnie ou tous deniers dus à la compagnie des acheteurs, ou des avances de deniers consenties par la compagnie aux acheteurs ou autres pour fins de construction ou autres améliorations, ou des deniers dus à la compagnie pour toutes raisons;

12. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque des commerces, biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

13. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir, toutes propriétés personnelles et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables

capable of being conveniently carried on in connection with its industry, or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable the property or rights of the company;

3. To purchase, sell, own, improve, manage, develop, lease, use and enjoy or otherwise deal or trade in immovable properties;

4. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any invention or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated to directly or indirectly benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information acquired;

5. To take or otherwise acquire and hold, shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

6. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

7. To lend or make advances of money or secure, contracts or indemnify or go security for or otherwise assist any company, firm or individual, and to invest money whatsoever of the present company in or upon any movable or immovable properties, and such other undertakings or securities which the company may deem, from time to time, suitable;

8. To hypothecate, mortgage or otherwise pledge the movable or immovable properties of the company to secure the reimbursement of loans, or the payment of fulfilment of any other debt, contract or obligation of the company;

9. To issue, allot and deliver as fully paid any shares, debentures, debenture stock or other securities of the present company, in full or part payment of any properties or rights which the present company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

10. To do all or any of the foregoing things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

11. To take or hold mortgages, hypothecs, privileges or charges to secure the payment of the purchase price of any properties sold by the company or any money due to the company from purchasers, or for any advances of money made by the company to purchasers or others for building purposes or other improvements, or money due to the company for any reason;

12. To acquire or undertake the whole or any part of the business, properties or liabilities of any person or company carrying on any industry which the company is authorized to carry on or possessed of properties suitable for the purposes of the company;

13. To purchase, take or lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal properties and any rights and privileges which the company may deem necessary or suitable for the purposes

pour les fins de ses opérations, et particulièrement toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

14. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

15. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou de l'organisation de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

16. Payer à même les fonds de la compagnie, toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à sa formation ou à son organisation;

17. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Robert Villeneuve Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatrième jour de décembre 1939.

L. DESILETS,

5573-o

Assistant-procureur général.

of its business, and particularly any machinery, plant, stock in trade;

14. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or other negotiable or transferable instruments;

15. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the capital stock of the company or any debentures, debenture-stock or other securities of the company, or in or about the formation or organization of the company or the conduct of its business;

16. To pay out of the funds of the company, all or any of the expenses incidental to or connected with its formation or its organization;

17. To do all other things which are incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects; under the name of "Robert Villeneuve Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of December, 1939.

L. DESILETS,

5574

Deputy Attorney General.

"The James Sullivan Mines Limited" (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre 1939, constituant en corporation: James Sullivan, prospecteur, Denis-A. Alix, comptable, Aldéric Careau, voyageur de commerce, Zoël A. Lambert, courtier en valeurs et Lionel Lambert, gérant, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles, pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chap. 80) en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils, requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

"The James Sullivan Mines Limited" (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1939, incorporating: James Sullivan prospector, Denis A. Alix, accountant, Aldéric Careau, commercial traveller, Zoël A. Lambert, stock broker, and Lionel Lambert, manager, all of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, smelted, washed, cradled, refined, crushed or treated in any manner, render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

Exercise all the powers enumerated in section 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants and workmen;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi, et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation.

Convenir que les actionnaires n'encourent aucune responsabilité au-delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions, sous le nom de "The James Sullivan Mines Limited (No personal liability)", avec un capital-total de trois millions de dollars (\$3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de décembre 1939.

L. DESILETS,

5575-o

Assistant-procureur général.

"Canadian Sporting Goods Mfg. Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre, 1939 constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat et Conseil en Loi du Roi, Andrée Boulay, fille majeure, sténographe, et J.-Edgar Léger, agent, tous à 132, rue St-Jacques ouest, Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce de manufacturiers, négociants et agents de skis, accessoires de ski, appareils et spécialités, y compris tous accessoires, objets incidents et appartenances qui peuvent être attachés aux skis ou employés en rapport avec ceux; les dits articles pouvant être faits de toutes sortes et toute nature de matériaux, y compris les métaux, substituts et bois;

2. S'engager d'une manière semblable dans la fabrication, la construction, la création le dessin et l'assemblage de skis, accessoires, appareils, objets incidents et appartenances de ski;

3. S'engager d'une manière semblable dans la fabrication, la distribution et la vente d'aucun et toutes sortes d'autres articles de sport, et d'aucune et toutes choses s'y rapportant;

4. Acheter, vendre, négocier, faire le commerce, importer, exporter, vendre, en gros et en détail, toutes sortes de skis, accessoires de ski, et spécialités de ski; et tous autres articles, objets incidents et appartenances de sport;

5. Importer et exporter, faire le commerce, soit en gros et en détail, représenter sur une base de commission ou autrement, accorder des agences et concessions pour tous ou autrement aucun des objets et fins ci-dessus énoncés;

6. Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, utiliser, posséder, introduire et vendre, céder ou autrement

Build, acquire, possess, charter and employ vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining-company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies, carrying on any industry or business, which it itself may carry on under this Act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares and undertake the debts and charges of the assets so acquired;

Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it is incorporated;

To agree that the shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "The James Sullivan Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of December, 1939.

L. DESILETS,

5576

Deputy Attorney General.

"Canadian Sporting Goods Mfg. Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1939, incorporating: Henri Crépeau, advocate and King's Counsel, Andrée Boulay, spinster, stenographer, and J.-Edgar Léger, agent, all of 132 St. James W., Montreal, for the following purposes:

1. To carry on business as manufacturers, dealers and agents of skis, ski accessories, appliances, and specialties, including such attachments, incidentals, and appurtenances which may be attached to skis or employed in connection therewith; the said articles to be made from all kinds and every sort of materials including metals, fabrics, and wood;

2. To similarly engage in the manufacture, construction, creation, designing and assembling of skis, ski accessories, appliances, incidentals and appurtenances;

3. To similarly engage in the manufacture, distribution, and sale of any and all kinds of other sporting goods, and any and all things thereto appertaining;

4. To buy, sell, trade, deal in, import, export, job, wholesale and retail, all kinds of skis, ski accessories, and ski specialties; and all other sporting goods, incidentals and appurtenances;

5. To import and export, to deal in, both wholesale and retail, to represent on a commission basis or otherwise, to grant agencies and concessions for or otherwise any of the objects and objectives hereinabove set forth;

6. To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire and hold, utilize, own, introduce and sell, cede, or otherwise dispose of,

disposer de tous brevets ou droits brevetés relatifs aux objets manufacturés, vendus ou représentés par la compagnie;

7. Faire des travaux de recherches pour l'amélioration d'aucun des produits ci dessus énumérés et inventer des dispositifs, appareils, appartenances et accessoires y relatifs et demander l'émission de droits brevetés au nom de la corporation et pour son profit, et les louer ou en permettre l'usage par d'autres individus, firmes ou corporations, soit sur une base de royauté ou autrement;

8. Acheter ou autrement acquérir les actions, obligations, débentures de toute autre compagnie ou corporation, étrangère ou autrement, et les payer en argent ou en actions ou autres valeurs de cette compagnie;

9. Payer aucun commerce, entreprise, biens, brevets, inventions, concessions ou tous autres biens ou droits acquis par la compagnie en tout ou en partie, par l'émission d'actions entièrement ou partiellement acquittées de la compagnie;

10. Acquérir par achat, bail, échange, concessions ou autrement des biens mobiliers pour les fins du dit commerce;

11. Pour les fins de la compagnie exercer le commerce de fabricant de skis et accessoires de ski, articles de sport, et appartenances, et acheter ou recevoir sur consignment ou autrement tels matériaux bruts dont elle peut avoir besoin pour la fabrication de ses propres usines ou les faire fabriquer par un agent ou par des personnes auxquels elle donnera des contrats pour la fabrication des articles qu'elle a l'intention de négocier, notamment des skis, accessoires de ski, spécialités de ski, articles de sport, objets incidents, et appartenances, faits de tous ou d'aucune sorte de matériaux, sans restriction;

12. Prendre part à l'administration, surveillance ou contrôle du commerce ou opérations de toute compagnie (ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie) et à cette fin nommer des directeurs, comptables ou experts ou agents pour administrer, exploiter et exercer comme gérant, les biens ou machineries, entreprise et commerce de la dite compagnie;

13. Exercer toute autre industrie "soit comme marchand de gros ou de détail ou autrement" qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie;

14. Acquérir ou entreprendre, en tout ou en partie, l'industrie, les biens ou obligations de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

15. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

16. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la com-

any patents or patent rights relating to the objects, manufactured, sold or represented by the company;

7. To do research work for the improvement of any of the products hereinabove referred to and to invent any gadgets, appliances, appurtenances, and accessories thereto and apply for the issue of patent rights in the name of and for the benefit of the corporation, and to lease or allow the use thereof by other individuals, firms, or corporations, either on a royalty basis or otherwise;

8. To purchase or otherwise acquire the shares, bonds, debentures, of any other company or corporation, foreign or otherwise and pay for the same in cash or in shares or other securities of this company;

9. To pay for any business, undertaking, assets, patents, inventions, concessions, or for any other property or rights acquired by the company in whole or in part by the issue of fully paid up or partly paid up shares of the company;

10. To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise, moveable property for the purpose of the said business;

11. For the purpose of the company to carry on the business of manufacturer of skis and ski accessories, sporting goods, and appurtenances, and to purchase or receive on consignment or otherwise such raw materials which it may require to manufacture in its own plants or to cause the same to be manufactured by an agent or by persons to whom it shall give contracts to manufacture the articles which it intends to deal in, namely skis, ski accessories and ski specialties, sporting goods, incidentals, and appurtenances, made of all and every sort of material without limitation;

12. To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company (having objects altogether or in part similar to those of this company) and for that purpose to appoint any directors, accountants, or experts or agents to manage, operate and carry on as manager, the property or machinery, undertaking and business of such company;

13. To carry on any other business "whether wholesale merchant or retail merchant or otherwise" which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

14. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

15. To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint-venture, reciprocal concessions, or otherwise with any person or company carrying on, or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

16. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for

pagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

17. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce; acheter, acquérir des brevets, marques de commerce, ou inventions de tous individus ou corporations, les faire enregistrer en son propre nom, faire tous tels actes qui sembleront nécessaires à la protection et à la sauvegarde desdits droits tels qu'acquis dans les dits brevets ou dans les dites inventions qu'elle peut posséder ou acheter, au Canada ou dans tous autres pays du monde ayant des lois concernant les brevets désignés pour protéger le propriétaire d'une invention en rapport avec laquelle un brevet a été émis;

17. To purchase, take on, lease or exchange, hire or otherwise acquire any personal property or any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant or stock-in-trade, to purchase, acquire patents, trade marks, or inventions from individuals or corporations, to cause same to be registered in its own name, to perform all such acts as may be necessary to protect and to safeguard such rights as it may acquire in such patents or in such inventions as it may possess or purchase, in Canada and in all other countries in the world having patent laws designed to protect the owner of an invention with respect to which a patent has been issued;

18. Louer les droits brevetés qu'elle possède et les biens de la compagnie à d'autres qui veulent faire la fabrication, la distribution et la vente des dits articles, la dite fabrication, vente et distribution étant sujettes aux droits brevetés de la compagnie, et conclure des arrangements quant à la rémunération de manière à ce que la compagnie puisse recevoir une royauté ou une commission sur les dits articles relativement auxquels des brevets ont été émis, les dits brevets étant la propriété exclusive de la compagnie;

18. To lease such patent rights possessed and the property of the Company to others who shall engage in the manufacture, distribution, and sale of such articles, the said manufacture, sale, and distribution being subject to the patent rights of the company, and to enter into agreements as to remuneration, so that the company may receive a royalty or a commission on such articles with respect to which patents have been issued, the said patents being the exclusive property of the company;

19. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

19. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

20. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

20. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

21. Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie;

21. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration and as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company;

22. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans la province de Québec ou dans toute autre province du Dominion du Canada, ou dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de telles autres provinces du Dominion du Canada ou de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

22. To procure the company to be registered and recognized in the Province of Quebec or in any other province in the Dominion of Canada, or in any other foreign country and to designate persons therein according to the laws of such other provinces in the Dominion of Canada or of such foreign country to represent the company to accept service for and on behalf of the company of any process of suit;

23. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou toutes autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

23. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company, capital or any debenture stock or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

24. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie et corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

24. To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, with which the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporations or any such person or persons;

25. Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par des annonces à la radio, par circulaires, par l'exposition de tableaux, par l'achat et l'exposition

25. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by announcements over the radio, by circulars, by the exhibition of pictures, by purchase

d'oeuvres d'art ou de valeur, par la publication de livres et revues périodiques;

26. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

27. Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

28. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, espèces ou autrement, tel que résolu, par voie de dividende ou de la manière prescrite par la section 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens ou actifs de la compagnie, et en particulier toutes actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont elle peut avoir le pouvoir de disposer;

29. Payer tous coûts, charges et dépenses encourus ou contractés lors de la promotion et de l'établissement de la compagnie ou que la compagnie considérera préliminaires;

30. Emettre et répartir des actions du capital actions de la compagnie pour telle considération qui sera fixée par le bureau de direction;

31. Emprunter de l'argent et obtenir des avances sur le crédit de la compagnie de toute banque, corporation, firme ou personne à tels termes, stipulations et conditions, à telle époque, pour tels montants, à tel degré et de telle manière que les directeurs trouveront convenable, à leur discrétion;

32. Limiter ou augmenter le montant à être emprunté;

33. Emettre des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie et les nantir ou les vendre à tel temps, à tels termes, conventions et conditions et à tels prix qui seront jugés convenables;

34. Hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens, réels ou personnels, mobiliers ou immobiliers de la compagnie, ou les deux, pour garantir toutes telles obligations, débentures ou autres valeurs et toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

35. Comme garantie de tout escompte, découverts, emprunts, crédits, avances ou autres créances ou obligations de la compagnie, à toute banque, et intérêt sur ceux, hypothéquer, gager, nantir et donner à toute banque aucun et tous les biens réels ou personnels, mobiliers ou immobiliers de la compagnie, et donner sur ceux telle garantie qui pourra être prise par une banque conformément aux dispositions de la loi des Banques, et renouveler, modifier, varier ou substituer telle garantie de temps à autre, sous le nom de "Canadian Sporting Goods Mfg. Co. Ltd.", avec un capital-actions total de quatre-vingt-dix-neuf mille (\$99,000.00) dollars, divisé en cinquante mille actions ordinaires d'une valeur au pair de un dollar (\$1.00) chacune et en quatre mille neuf cents (4,900) actions privilégiées d'une valeur au pair de (\$10.00) dix dollars chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de dix mille (\$10,000.) dollars.

Les dites quatre mille neuf cents (4,900) actions privilégiées seront sujettes aux droits, préférences, priorités, et limitations suivants:

a) Les détenteurs des actions privilégiées auront droit à un dividende non cumulatif fixe au taux de dix pour cent (10%) par année sur le montant payé sur ces actions; les dites actions en cas de liquidation, pour le montant alors payé sur icelles, et tous dividendes accumulés sur icelles

and exhibition of works of art, or interest, by publication of books, periodicals;

26. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

27. To do all or any of the things above as principals, agents, contractors and otherwise, either alone or in conjunction with others;

28. To distribute among the shareholders of the company in kind, specie, or otherwise as may be resolved, by way of dividend, or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the Company, and in particular any shares, bonds, debentures, debenture stock, or other securities of in any other company belonging to this company or which it may have power to dispose of;

29. To pay all costs, charges, and expenses incurred or sustained in or about the promotion and establishment of the company or which the company shall consider preliminary;

30. To issue and allot shares of the capital stock of the company for such consideration as may be fixed by the Board of Directors;

31. To borrow money and obtain advances upon the credit of the company from any bank, corporation, firm or person upon such terms, covenants and conditions at such time, in such sums, to such an extent and in such manner as the directors in their discretion may deem expedient;

32. To limit or increase the amount to be borrowed;

33. To issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such time, upon such terms, covenants and conditions and at such prices as may be deemed expedient;

34. To hypothecate, mortgage or pledge the real or personal moveable or immoveable property of the company, or both, to secure any such bonds, debentures or other securities and any money borrowed for the purpose of the company;

35. As security for any discount, overdrafts, loans, credits, advances or other indebtedness or liability of the company, to any bank and interest thereupon, to hypothecate, mortgage, pledge and give to any bank any or all of the company's real or personal property, moveable or immoveable and to give such security thereon as may be taken by a bank under the provisions of the Bank Act, and to renew, alter, vary or substitute such security from time to time, under the name of "Canadian Sporting Goods Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of ninety-nine thousand (\$99,000.00) dollars, divided into fifty thousand common shares of the par value of one dollar (\$1.00) each and into forty-nine hundred (4,900) preferred shares of the par value of (\$10.00) ten dollars each, and the amount with which the Company will commence its operations will be ten thousand (\$10,000.00) dollars.

The said four thousand nine hundred (4,900) preferred shares shall be subject to the following rights, preferences, priorities, and limitations:

a) The holders of the Preferred Shares shall be entitled to a fixed non-cumulative preferential dividend at the rate of ten percent (10%) per annum on the amount paid thereon; the said stock to rank in a winding-up in respect of the amount of capital for the time being paid up

déclarés ou non, auront priorité sur les actions ordinaires; tels détenteurs n'auront droit à aucune participation ultérieure des profits ou le surplus de l'actif, ni n'auront le droit de vote excepté sur une résolution pour la liquidation volontaire des affaires de la compagnie;

b) Sur résolution du bureau de direction, la compagnie peut, en tout temps et de temps à autre, acheter sur le marché, ou par soumission, ou autrement la totalité ou aucune des actions privilégiées en cours au prix ou en bas du prix d'achat mentionné ci-après et / ou racheter toutes ou une quelconque des actions privilégiées en cours à un prix par action égal au capital payé sur ces actions et une prime égale à dix pour cent (10%) de tel capital payé, plus tous dividendes déclarés ou non et accumulés à la date ainsi fixée pour le rachat.

Si la compagnie désire en n'importe quel temps racheter moins de la totalité des actions privilégiées en cours, les actions devant être rachetées seront choisies de la manière qui peut être prescrite par le bureau de direction, un avis par écrit de pas moins de dix jours du rachat de toutes telles actions privilégiées, spécifiant le lieu et la date du rachat, sera envoyé par poste affranchie, aux détenteurs enregistrés de ces actions à leur adresse enregistrées dans les livres de la compagnie;

Si l'avis de tout tel rachat est donné par la compagnie de la manière précitée et un montant suffisant pour racheter les actions privilégiées désignées pour rachat au prix de rachat susmentionné est déposé chez les agents de transfert ou banquiers de la compagnie ou ailleurs tel que spécifié dans l'avis à la date ou avant la date fixée pour le rachat, les dividendes sur les actions privilégiées en cours ainsi désignées pour rachat cesseront de s'accumuler après la date ainsi fixée pour tel rachat et les détenteurs de telles actions ainsi désignées pour rachat n'auront aucun droit subséquent dans ou contre la compagnie et plus d'autres droits excepté, sur abandon des certificats des actions privilégiées ainsi appelées pour rachat, d'en recevoir le paiement à même les deniers ainsi versés.

Toutes les actions privilégiées ou rachetées par la compagnie ci-dessous ne pourront pas être émises de nouveau.

Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de trois directeurs (3), dont deux formeront un quorum.

Le bureau-chef de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce cinquième jour de décembre, 1939.

5577 L. DESILETS,
Assistant-procureur général.

"Mic-Mac Mines Limited"

(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de décembre 1939, constituant en corporation: Frederick Thomas Collins, George Robert Whitley Owen, Arthur Millington Minnion, Rodney Alexander Patch, avocats, Bruce Forbes, gérant, Edward James Figg, secrétaire, et Margaret Mary Norton, secrétaire, fille majeure, tous des cités et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

thereon, and any dividends accrued thereon whether declared or not in priority to the common stock; such holders not to be entitled to any further participation in profits, or surplus assets, nor to be entitled to vote, except on a resolution for the voluntary winding-up of the company;

b) Upon resolution of the Board of Directors, the Company may, at any time and from time to time, purchase in the market, or by tender, or otherwise all or any of the outstanding preferred shares at or under the redemption price herein-after mentioned and / or redeem all or any of the outstanding Preferred Shares at a price per share equal to the capital paid-up thereon and a premium equal to ten per centum (10%) of such capital paid-up, plus all dividends accrued to the date so fixed for redemption whether declared or not.

If the Company desires at any time to redeem less than all the outstanding Preferred Shares, the shares to be so redeemed shall be selected in such manner as may be prescribed by the Board of Directors, not less than ten day's notice in writing of the redemption of any such Preferred Shares, specifying the place and date of redemption, shall be mailed postage prepaid, to the registered holders thereof at their addresses, registered in the books of the Company.

If notice of any such redemption be given by the Company in the manner aforesaid and an amount sufficient to redeem the Preferred Shares called for redemption at the redemption price above mentioned be deposited with the Company's transfer agents or bankers or elsewhere as specified in the notice on or before the date so fixed for such redemption, dividends on the Preferred Shares so called for redemption shall cease to accrue after the date so fixed for such redemption and the holders of such Preferred Shares so called for redemption shall thereafter have no rights in or against the Company and no other rights except upon surrender of certificates for Preferred Shares so called for redemption to receive payment out of the moneys so deposited.

All Preferred Shares purchased or redeemed by the Company hereunder may not be reissued.

The affairs of the Company shall be managed by a Board of Three directors (3), two of whom shall form a quorum.

The head office of the company will be in the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of December, 1939.

5578-o L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

"Mic-Mac Mines Limited"

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1939, incorporating: Frederick Thomas Collins, George Robert Whitley Owen, Arthur Millington Minnion, Rodney Alexander Patch, advocates, Bruce Forbes, manager, Edward James Figg, secretary, and Margaret Mary Norton, secretary, spinster, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout autre intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaire ou utiles pour les opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec, (Chap. 80), en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchanlises, ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi, et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou cette compagnie y consentent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi requis;

10. Faire tous tels actes et opérations accessoires à ceux sus-mentionnés ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels la compagnie a été constituée en corporation;

Il est ordonné et déclaré que les actionnaires de la dite compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'il a été convenu de payer à la compagnie pour ses actions;

Et il est de plus ordonné et déclaré et pourvu, que, s'ils y sont autorisés par règlement sanctionné par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront, lorsqu'ils le jugeront opportun:

(a) Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

(b) Emettre des débetures ou autres valeurs de la compagnie et les gager ou les vendre pour telles sommes et aux prix qui seront jugés à propos;

(c) Notwithstanding les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou gager les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, de la compagnie, en garantie de toutes telles débetures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de telle garantie pour telles fins, et constituer l'hypothèque, le nantissement, ou le gage mentionné dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter, and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company; in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

It is ordained and declared that the shareholders of the said company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares.

And it is further ordained and declared and provided that, if authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, when they deem it expedient.

(a) Borrow money upon the credit of the company;

(b) Issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(c) Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure any such debentures, or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned, by trust deed, in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate

de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, (chap. 227) ou de toute autre manière;

(d) Hypothéquer ou nantir les propriétés immobilières de la compagnie ou donner en garantie ou autrement affecter les propriétés mobilières, ou donner toutes telles garanties pour garantir le paiement de prêts faits autrement que par l'émission de débetures, aussi bien que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Les limitations et les restrictions contenues en cet article ne s'appliquent pas à l'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change, ou billets promissaires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie.

Le capital-actions autorisé de la compagnie sera de \$4,000,000.00 divisé en 3,000,000 actions ordinaires, d'une valeur au pair de \$1.00 chacune, formant un montant, au pair, de \$3,000,000.00 et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, formant un montant, au pair, de \$1,000,000.00.

Les désignations, préférences, droits de vote, restrictions et qualifications des actions de la compagnie seront et ils sont par les présentes déterminés comme suit:

1. Les porteurs des actions privilégiées auront droit à recevoir, lorsque et ainsi que déclarés par le bureau de direction, à même le surplus ou les profits nets provenant du commerce de la compagnie, après avoir mis de côté tous montants qui pourront avoir été déterminés par le bureau de direction pour fonds de réserve, des dividendes cumulatifs au taux de sept pour cent (7%) par année, mais pas davantage, payables trimestriellement le quinzième jour d'avril, juillet, octobre et janvier de chaque année, commençant le quinzième jour d'avril 1940. Les actions privilégiées émises entre les dates fixées pour le paiement des dividendes auront droit à la prochaine date de dividende, à un dividende au taux susdit à compter de la date de l'émission.

2. Dans le cas de faillite, liquidation, dissolution ou ventilation (soit volontaire ou involontaire) de la compagnie, les porteurs des actions privilégiées auront droit, après le paiement des dettes et réalisation des obligations, à être payés moyennant cent dollars (\$100.00) par action et les dividendes impayés accrus sur icelles à même le capital ou les fonds de la compagnie ou les produits d'iceux restant disponibles pour distribution, avant qu'aucun montant n'en soit payé aux porteurs des actions ordinaires; et après que le paiement aux porteurs des actions privilégiées de la somme de cent dollars (\$100.00) en rapport avec chaque action d'icelle, et les dividendes accrus sur icelles, les biens et fonds restants de la compagnie seront divisés et payés aux porteurs des actions ordinaires selon leurs parts respectives.

3. Les porteurs des actions privilégiées n'auront droit à aucune autre part additionnelle dans les surplus ou profits nets de la compagnie, et n'auront droit à aucun paiement ou paiement additionnel ou part distributive dans le capital ou fonds de la compagnie, que celle sus-mentionnée, dans le cas de faillite, liquidation ou ventilation.

4. Si, pour toute période de dividende trimestrielle, un dividende au taux de sept pour cent (7%) par année sur la valeur au pair des actions privilégiées n'était pas déclaré et payé, le solde dû sera une charge sur le surplus ou les profits nets provenant du commerce de la compagnie en plus du montant que le bureau de direction pourra avoir mis de côté comme fonds de réserve.

Powers Act (Chapter 227), or in any other manner;

(d) Hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company.

The limitations and restrictions contained in this section shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes, made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company.

The authorized capital stock of the company shall be \$4,000,000.00 divided into 3,000,000 common shares, of the par value of \$1.00 each, amounting at par to \$3,000,000.00 and 10,000 preferred shares of the par value of \$100.00 each, amounting at par to \$1,000,000.00.

The designations, preferences, voting powers, restrictions and qualifications of the company's shares shall be and they are hereby fixed as follows:

1. The holders of the preferred shares shall be entitled to receive, when and as declared by the board of directors, from the surplus or net profits from the business of the company, after setting aside any amounts which may have been determined upon by the board of directors as reserve funds, cumulative dividends at the rate of, but never exceeding seven per cent (7%) per annum, payable quarterly on the fifteenth day of April, July, October and January of each year, beginning with the fifteenth day of April, 1940. Preferred shares issued between the dates fixed for the payment of dividends shall be entitled at the next dividend date to a dividend at the rate aforesaid from the date of issue.

2. In the event of bankruptcy, liquidation, dissolution or winding up (whether voluntary or involuntary) of the company, the holders of the preferred shares shall be entitled, after the payment of debts and performance of obligations, to be paid one hundred dollars (\$100.00) per share and the unpaid dividends accrued thereon out of the capital or funds of the company or the proceeds thereof remaining available for distribution, before any amount shall be paid therefrom to the holders of the common shares; and after the payment to the holders of the preferred shares of the sum of one hundred dollars (\$100.00) in respect to each share thereof, and the accrued dividends thereon, the remaining assets and funds of the company shall be divided and paid to the holders of the common shares according to their respective shares.

3. The holders of the preferred shares shall not be entitled to any other or further share in the surplus or net profits of the company, nor shall they be entitled to any other or further payment or distributive share in the capital or funds of the company in the event of bankruptcy, liquidation or winding up, than as above provided.

4. If, for any quarterly dividend period, a dividend at the rate of seven per cent (7%) per annum upon the par value of the preferred shares shall not be declared and paid, the deficiency shall be a charge on the surplus or net profits arising from the business of the company over and above the amount which the board of directors may have set aside as reserve funds.

5. Les actions privilégiées seront rachetées au pair et les dividendes accrus à même les profits de la compagnie avant tous paiements par voie de dividendes ou autrement sont faits aux porteurs des actions ordinaires.

6. Le bureau de direction aura le droit de temps à autre, à toute date de dividende, de racheter la totalité ou toute partie des dites actions privilégiées en payant aux porteurs d'icelles une somme de cent dollars (\$100.00) en rapport avec chaque action, avec ensembles tous dividendes accrus et impayés sur icelles à la date de rachat, pourvu que dans le cas où se ferait le rachat en aucun temps de moins que la totalité du montant des actions privilégiées en cours, les actions à être ainsi rachetées seront choisies au pro rata parmi les porteurs des actions privilégiées en cours. Après la date fixée pour rachat les actions ainsi appelées pour rachat ne donneront pas droit à tous dividendes additionnels à moins que la compagnie fasse défaut dans le paiement du prix d'achat. Toutes les actions ainsi rachetées seront cédées et livrées à la compagnie et ne seront pas réémises.

7. Les actions privilégiées n'auront aucun droit de vote sur toute question relative à l'augmentation du capital-a-tions autorisée par des actions ordinaires additionnelles, ou par toutes actions se rapportant aux actions privilégiées relativement aux dividendes et privilège sur le capital de la compagnie. Sur toutes les autres questions chaque action du capital, ordinaire ou privilégié, aura un droit de vote égal.

Le nom de la compagnie est "Mic-Mac Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle).

Son bureau principal est en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour de décembre 1939.

L. DESILETS,

5643

Assistant-procureur général.

5. The preferred shares shall be retired at par and accrued dividends out of the earnings of the company before any payment by way of dividends or otherwise are made to the holders of the common shares.

6. The board of directors shall have the right from time to time on any dividend date, to redeem the whole or any part of the said preferred shares by paying to the holders thereof a sum of one hundred dollars (\$100.00) in respect to each share thereof, together with all dividends accrued and unpaid thereon to the date of redemption, provided that in the event of the redemption at any one time of less than the whole amount of the outstanding preferred shares, the shares to be so redeemed shall be selected pro rata from among the holders of outstanding preferred shares. After the date fixed for redemption the shares so called for redemption shall not carry the right to any further dividends unless the company make default in the payment of the redemption price. All shares so redeemed shall be assigned and surrendered to the company and shall not be reissued.

7. The preferred shares shall have no voting power on any question as to the increase of the authorized capital stock by additional common shares, or by any shares deferred to the preferred shares in respect to dividends and lien upon the capital of the company. Upon all other questions each share of stock, common and preferred, shall have equal voting powers.

The name of the company is "Mic-Mac Mines Limited (no personal liability)".

Its head office will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1939.

L. DESILETS,

5644-o

Deputy Attorney General.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

ES.-L. PATENAUDE

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

ES. L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles pourront concerner—SALUT.

LETTRES PATENTES

Attendu qu'en vertu des dispositions des articles 237 et 274 de la loi des tribunaux judiciaires (statuts refondus 1925, chapitre 145), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par lettres patentes, sous le grand sceau, accorder à un magistrat de district, qui a rempli sa charge pendant une période de plus de vingt-cinq ans, une pension égale au traitement attaché à la charge qu'il remplissait à l'époque de sa démission.

Attendu que M. H. R. Fiset a été nommé magistrat de district pour le district de Rimouski, à partir du 5 juillet 1914; qu'il a rempli sa charge durant une période de plus de vingt-cinq ans et qu'il est dans les conditions voulues par la loi pour obtenir sa mise en retraite.

Attendu que M. H.-R. Fiset a donné sa démission, en sa qualité de magistrat de district et que telle démission a été acceptée à compter du 16 décembre 1939, par ordre-en-conseil No 2747, en date du 4 décembre 1939.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

LETTERS PATENT

Whereas under the provisions of articles 237 and 274 of the Courts of Justice Acts (Revised Statutes 1925, chapter 145), the Lieutenant-Governor in Council may, by letters patent, under the Great Seal, grant, to a District Magistrate, who has held office for a period of over twenty five years, a pension equal to the salary of the office held by him at the time of his resignation.

Whereas Mr. H. R. Fiset was appointed District Magistrate for the District of Rimouski, from the 5th of July, 1914; and held office for a period of over twenty five years and he is within the conditions exacted by Law to obtain his retirement.

Whereas Mr. H. R. Fiset has handed in his resignation as District Magistrate and that the said resignation was accepted on and from the 16th of December, 1939, by Order in Council No. 2747, dated the 4th of December, 1939.

Attendu que M. H.-R. Fiset recevait, à l'époque à laquelle il a donné sa démission, un traitement de \$5,500.00 par année.

En conséquence et conformément aux pouvoirs qui nous sont accordés par la loi précitée, nous accordons par les présentes à M. H.-R. Fiset, sa vie durant, et à compter du 16 décembre 1939, une pension de \$5,500.00 par année.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre dite province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé, l'honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUÉBEC, ce SEIZIÈME jour de DÉCEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent trente-neuf et de Notre règne la quatrième année.

Par ordre,

JEAN BRUCHESI,
5639-o Sous-secrétaire de la Province.

Whereas Mr. H. R. Fiset received, at the time of his resignation, a salary of \$5,500.00 per annum.

Therefore and in conformity with the powers conferred on Us by the foregoing Act, We hereby grant to Mr. H. R. Fiset, during his lifetime, and on and from the 16th of December, 1939, a pension of \$5,500.00 per annum.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUÉBEC, this SIXTEENTH day of DÉCEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty nine and in the fourth year, of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
5640 Under Secretary of the Province.

Lettres Patentes Supplémentaires

"LaSalle Electric Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants et 76 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du onzième jour d'octobre 1939, à la compagnie "LaSalle Electric Co. Ltd.", ratifiant le règlement "A" modifiant son nom corporatif, et le règlement "B" changeant son siège social comme suit, savoir:

Règlement spécial "A"

1. Attendu qu'il est opportun de traduire en français le nom corporatif de cette compagnie par le nom suivant: "LaSalle Electric Cie Ltée."

2. Attendu qu'à l'avenir cette compagnie devra être connue sous les noms de "LaSalle Electric Co. Ltd." et "LaSalle Electric Cie Ltée."

3. Que le nom corporatif de cette compagnie soit "LaSalle Electric Co. Ltd." et "LaSalle Electric Cie Ltée."

Règlement spécial "B"

1. Attendu qu'il est opportun de changer la situation du siège social de la compagnie de Montréal à la Cité de Verdun, district de Montréal;

2. Que le siège social de cette compagnie soit à Verdun, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce onzième jour d'octobre 1939.

L. DESILETS
5579-o Assistant-procureur général.

"London House Products Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 41 et 30 il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-neuvième jour de novembre, 1939, à la Compagnie "London

Supplementary Letters Patent

"LaSalle Electric Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, and 76 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1939, to the company "LaSalle Electric Co. Ltd." ratifying By-law "A", modifying its corporate name, and By-law "B" changing its place of business, as follows, to wit:

Special By-Law "A"

1. Whereas it is expedient to translate into French the corporate name of this company by the following name "LaSalle Electric Cie Ltée."

2. Whereas, in future, this company shall be known under the names of "LaSalle Electric Co. Ltd." and "LaSalle Electric Cie Ltée."

3. That the corporate name of this company be "LaSalle Electric Co. Ltd." and "LaSalle Electric Cie Ltée."

Special By-Law "B"

1. Whereas it is expedient to change the situation of the principal place of business of the company from Montreal to the City of Verdun, District of Montreal.

2. That the principal place of business of this company be at Verdun, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1939.

L. DESILETS,
5580 Deputy Attorney General.

"London House Products Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 41 and 30, supplementary letters patent, bearing date the twenty-ninth day of November, 1939, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "London House

House Products Limited", ratifiant le Règlement No. 31, comme suit, à savoir:

Products Limited", ratifying By-Law No. 31, as follows, to wit:

Règlement No 31

By-Law No. 31

Attendu que le capital-actions de "London Products Limited" est de \$49,000.00 divisé en 8,000 actions Classe "A" d'une valeur au pair de \$5.00 chacune, privilégiées quant aux dividendes aux taux de 7%, et 1800 actions Classe "B" aussi d'une valeur au pair de \$5.00 chacune;

Attendu que la Charte ne définit pas suffisamment les privilèges et les restrictions des actions de ladite Classe "A";

Attendu qu'il a été jugé opportun de demander des lettres patentes supplémentaires pour définir les dits privilèges et restrictions;

En conséquence qu'il soit décrété par le règlement No 31 de la compagnie:

Il est par les présentes décrété qu'une requête soit adressée au lieutenant-gouverneur, pour l'émission de lettres patentes supplémentaires définissant les droits et limitations attachés aux actions de la Classe "A", comme suit:

1. Les actions de ladite Classe "A" donneront droit à un dividende cumulé privilégié fixe au taux de 7% par année, du capital payé sur icelles, ledit dividende à être payé trimestriellement, semi-annuellement ou annuellement;

2. Les actions de ladite Classe "A" donneront la priorité sur les autres actions de la compagnie relativement aux dividendes et le remboursement du capital, mais ne confèrent plus aucun droit de participer aux profits ou à l'actif;

3. Les détenteurs des actions de ladite Classe "A" n'auront aucun droit de vote aux assemblées des actionnaires de la compagnie, non plus que les actions de ladite Classe "A" n'autoriseront qui que soit à être directeur de la compagnie ou à être avisé des assemblées des actionnaires;

4. La compagnie est libre, de temps en temps, de racheter à son gré la totalité ou toute partie des actions de la Classe "A", en payant aux détenteurs d'icelles les montants payés sur icelles, avec tous les dividendes accumulés et impayés, pourvu que dans le cas où la compagnie rachèterait en n'importe quel temps moins de la totalité des actions de la Classe "A" alors en cours, les actions ainsi rachetées soient déterminées par tirage au sort, le tirage devant être fait par une ou des personnes nommées par le Bureau de Direction de la compagnie, de la manière déterminée par le bureau.

Et il est de plus décrété que les dispositions des lettres patentes concernant les actions de la Classe "B" soient amendées en remplaçant les mots "participer dans" par le mot "recevoir".

Daté au bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour de novembre, 1939.

L. DESILETS,

5581

Assistant-procureur général.

Whereas the capital-stock of London House Products Limited is \$49,000.00 divided into 8,000 Class "A" shares having a par value of \$5.00 each privileged as to dividends at the rate of 7%, and 1800 Class "B" shares having also a par value of \$5.00 each;

Whereas the Charter does not sufficiently define the privileges and restrictions of the said Class "A" shares;

Whereas it is deemed advisable to apply for Supplementary Letters Patent to define the said privileges and restrictions;

Now therefore be it enacted as By-Law No. 31 of the company:

That an application to the Lieutenant-Governor is hereby authorized for the issue of Supplementary Letters Patent defining the rights and limitations attached to the Class "A" shares, as follows:

1. The said Class "A" shares shall carry the right to a fixed cumulative preferential dividend at the rate of 7% per annum, on the capital paid-up thereon, such dividend to be paid quarterly, semi-annually or annually;

2. The said Class "A" shares shall rank both as regard dividends and return of capital in priority to all other shares of the company, but does not confer any further rights to participate in profits or assets;

3. The holders of the said Class "A" shares shall not have any right of voting at any meeting of the shareholders of the company nor shall any such Class "A" shares qualify any person to be a Director of the company nor entitle him to notice of shareholders' meetings;

4. The company is at liberty, from time to time, at its option to redeem the whole or any part of the Class "A" shares, by paying the holders thereof the amounts paid up thereon, together with all accrued and unpaid dividends, provided that in the event of the company redeeming at any time less than the whole of the then outstanding Class "A" shares, the shares to be so redeemed shall be determined by drawing lots, such drawing to be made by a person or persons appointed by the Board of Directors of the company, in such manner as may be determined by the Board;

And it is further enacted that the provisions of the Letters Patent referring to Class "B" shares be amended by replacing the words "participate in" by the word "receive".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1939.

L. DESILETS,

5582-o

Deputy Attorney General.

"Pagé Construction (Québec) Limitée"

"Pagé Construction (Québec) Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 20, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du sixième jour de décembre 1939, changeant le nom de la compagnie "L'Initiative Industrielle Limitée" en celui de "Pagé Construction (Québec) Limitée".

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de décembre 1939.

L. DESILETS,

5583-o

Assistant-procureur général.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 20, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1939, changing the name of the company "L'Initiative Industrielle Limitée" to that of "Pagé Construction (Québec) Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1939.

L. DESILETS,

5584

Deputy Attorney General.

Arrêtés-en-Conseil

Orders-in-Council

COPY du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 19 décembre 1939, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 20 décembre 1939.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 19, 1939, approved by the Lieutenant-Governor on December 20, 1939.

Concernant une modification au décret relatif à l'industrie du meuble dans la province.

Concerning a modification to the decree relating to the Furniture Industry in the Province.

No 3151

No. 3151

L'honorable ministre du Travail, dans un mémoire en date du 19 décembre (1939), recommande:

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated December 19 (1939), recommends:

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail, (1, George VI, chapitre 49, et amendements),

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, and amendments),

Que l'arrêté ministériel numéro 2861, du 7 décembre 1939, amendement le décret numéro 3134, du 6 novembre 1937, relatif à l'industrie du meuble dans la province, soit modifié comme suit:

That Order-in-Council No. 2861 of December 7, 1939, amending decree No. 3134 of November 6, 1937, relating to the furniture industry in the Province, be modified as follows:

Les mots "et immeubles" sont ajoutés à la suite du mot "Machines" apparaissant à l'avant-dernière ligne du premier paragraphe de l'article V.

The words "and building" are added after the word "machinery" in the second line of the first paragraph of section V.

Certifiée,

Certified,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

5611-o

5612-o

COPY du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 19 décembre 1939, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 20 décembre 1939.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated December 19, 1939, approved by the Lieutenant-Governor on December 20, 1939.

Concernant la Loi des salaires raisonnables.

Concerning the Fair Wage Act.

No 3148

No. 3148

L'honorable ministre du travail, dans un mémoire en date du 19 décembre (1939), a l'honneur de recommander:

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated December 19 (1939), recommends:

Vu la résolution de l'Office des salaires raisonnables en date du 19 décembre 1939, et conformément aux prescriptions de l'article 12 de la Loi des salaires raisonnables,

Considering the resolution of the Fair Wage Board dated December 19, 1939, and pursuant to the provisions of section 12 of the Fair Wage Act,

Que l'ordonnance No 4 de l'Office des salaires raisonnables, telle que publiée dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 30 avril 1938, soit amendée comme suit:

That Ordinance No. 4 of the Fair Wage Board, as published in the *Quebec Official Gazette* dated April 30, 1938, be amended as follows:

1. L'article 1 est remplacé par le suivant:

1. Article 1 is replaced by the following:

"1. *Ordonnances antérieures*: Décrète que les dispositions de la présente ordonnance remplacent l'ordonnance No 1 du 16 septembre 1937, l'ordonnance No 2 du 6 octobre 1937, l'ordonnance No 3 du 14 octobre 1937 et l'ordonnance No 1-2-3 du 13 mai 1938."

"1. *Previous ordinances*: Decrees that the provisions of the present Ordinance replace those of Ordinance No. 1 of September 16, 1937, Ordinance No. 2 of October 6, 1937, Ordinance No. 3 of October 14, 1937 and Ordinance No. 1-2-3 of May 13, 1938."

2. L'article 14, tel qu'amendé par divers arrêtés ministériels, est remplacé par le suivant:

2. Article 14, as amended by various orders-in-council, is replaced by the following:

"14. Pour les fins d'application de cette ordonnance, la province est divisée en quatre zones, comprenant chacune les territoires suivants:

"14. For the purposes of enforcement of this Ordinance, the Province is subdivided into four zones, each one including the following territories:

Zone I: La ville et l'île de Montréal et les municipalités de cité ou ville comprises dans un rayon de cinq (5) milles autour de l'île de Montréal;

Zone I: The City and Island of Montreal and the municipalities of city or town included within a radius of five (5) miles around the Island of Montreal;

Zone II: La ville de Québec et les autres municipalités (autres que celles de la zone I) d'une population d'au moins dix mille (10,000) âmes et les municipalités de cité ou ville comprises dans un rayon de deux (2) milles autour d'elles;

Zone II: The City of Quebec and the other municipalities (other than those of zone I) with a population of at least ten thousand (10,000) souls and the municipalities of city or town included within a radius of two (2) miles around them;

Zone III: Les municipalités (autres que celles des zones I et II) d'une population de deux mille (2,000) à dix mille (10,000) âmes;

Zone IV: Toutes les autres municipalités.

Toutefois, (a) l'industrie textile de la ville de Chicoutimi est assuettie aux conditions de travail de la zone IV (arrêté ministériel du 29 mars 1939), et (b) la cité de Thetford-Mines est considérée comme de la zone III quant aux salariés visés par les articles 45 à 50 inclusivement de cette ordonnance.

(Population: celle constatée au dernier recensement fédéral alors publié.)

3. Les paragraphes (j) et (k) de l'article 118 sont remplacés par le suivant:

"(j) Aux caisses populaires Desjardins."

4. L'ordonnance No 1-2-3 est révoquée.

Lesdits amendements entreront en vigueur le 30 décembre 1939.

Certifié,

A. MOR'SSET,

5609-o

Greffier du Conseil Exécutif.

Zone III: The municipalities (other than those of zones I and II) with a population of two thousand (2,000) to ten thousand (10,000) souls;

Zone IV: All the other municipalities.

However, (a) the textile industry of the town of Chicoutimi is subject to the working conditions of zone IV (Order-in-Council of March 29, 1939), and (b) the city of Thetford-Mines shall be considered as belonging to zone III for the wage-earners subject to articles 45 to 50 inclusively of this ordinance.

(Population: that mentioned in the last published federal census.)

3. Paragraphs (j) and (k) of article 118 are replaced by the following:

"(j) to Desjardins' people's savings banks."

4. Ordinance No. 1-2-3 is repealed.

The said amendments shall come into force on December 30, 1939.

Certified,

A. MOR'SSET,

5610-o

Clerk of the Executive Council.

Avis divers

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 20-H-39-A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 21 décembre 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, commissaire, Oscar Poisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région d'Asbestos;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région d'Asbestos.

2. La région d'Asbestos comprend la municipalité du village d'Asbestos, situé dans le comté de Richmond.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.10 net et tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.95 net.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Asbestos, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à quatre sous et demi la chopine et neuf sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région d'Asbestos, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à quatre sous la chopine et huit sous la pinte.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 20-H-39 de la dite Commission, publiée dans

Miscellaneous Notices

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 20-H-39-A

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, December 21, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo.-J. Lafrenière, commissioner, Oscar Poisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Asbestos;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Asbestos.

2. The region of Asbestos includes the municipality of the village of Asbestos, located in the county of Richmond.

3. Any raw milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$2.10 net and any pasteurized milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$1.95 net.

4. No person shall, within the limits of said region of Asbestos, offer, sell or deliver bottled milk at prices inferior to four and a half cents a pint and nine cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Asbestos, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to four cents a pint and eight cents a quart.

The present order cancels Order No. 20-H-39 of said Commission, published in the *Official*

la *Gazette officielle de Québec*, du 18 novembre 1939, et entre en vigueur le 1er janvier 1940.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo. J. Lafrenière,

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, 22 décembre 1939.

5585-o

La formation d'une société sous le nom de "L'Union Nationale des Employés des Départements de Feu, Alarme et Lumière de la Cité de Hull", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le secrétaire de la Province, en date du quatorzième jour de décembre 1939.

Le siège principal de la société est au No 4, rue Langevin, Hull, Qué.

JEAN BRUCHESI,

5599-o

Sous-secrétaire de la Province.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 44-H-39-A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 27 décembre 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 hres a.m.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Noranda;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Noranda.

2. La région de Noranda comprend les municipalités de Ville de Noranda et de Rouyn et les cantons Noranda et O'Brien.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.65 net F.A.B. station Macamic.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la dite région de Noranda, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à sept sous la chopine et quatorze sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Noranda, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à six sous et demi la chopine et treize sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Noranda offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à un prix inférieur à 48c le gallon, pourvu que la quantité vendue ne soit pas inférieure à 5 gallons.

Gazette of Quebec, for November 18, 1939, and comes into force on January 1st, 1940.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Théo. J. Lafrenière,

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The Secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, December 22nd, 1939.

5586-o

The formation of an association under the name of "L'Union Nationale des Employés des Départements de Feu, Alarme et Lumière de la Cité de Hull" for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession has been authorized by the Secretary of the Province, under date of the fourteenth day of December, 1939.

The principal place of business of the association is at No. 4, Langevin Street, Hull, Que.

JEAN BRUCHESI,

5600

Under Secretary of the Province.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 44-H-39-A

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, December 27th, 1939, held at the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock, a.m.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Noranda;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Noranda.

2. The region of Noranda includes the town municipalities of Noranda and Rouyn and the townships of Noranda and O'Brien.

3. Any milk dealer must pay directly to his producers-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them \$2.65 net F.O.B. station Macamic.

4. Save the provisions of article 5 hereunder no person shall, within the limits of the region of Noranda, offer, sell or deliver milk at prices inferior to seven cents a pint and fourteen cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Noranda, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a deliaer or to any other business establishment, at a price inferior to six and a half cents a pint and thirteen cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Noranda, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to 48c. a gallon, provided the quantity sold is not inferior to 5 gallons.

7. Il ne pourra être fait qu'une seule livraison de lait par jour, par les marchands de lait, et cela avant une heure de l'après-midi.

La présente Ordonnance annule l'Ordonnance No 44-H-39 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 30 septembre 1939 et entrera en vigueur le 1er janvier 1940.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 27 décembre, 1939. 5641-o

7. Only one delivery of milk can be made daily by milk dealers, and this before one o'clock p.m.

The present order cancels order No. 44-H-39 published in the *Quebec Official Gazette* of September 30th, 1939, and will come into force on January 1st, 1940.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Québec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The Secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, December 27th, 1939. 5642-o

Bills privés, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 6 février 1940, et présentés avant le 12 mars 1940, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 1er mars 1940, et reçues avant le 6 mars 1940, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 26 mars 1940.

Québec, ce 11 décembre 1939.

5413-50-10-o

Le Greffier,
L.-P. GEOFFRION.

Private Bills, Legislative Assembly

NOTICE of the LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 6th February, 1940, and introduced before the 12th March, 1940, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 1st March, 1940, and received before the 6th March, 1940, and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 26th March, 1940.

Quebec, 11th December, 1939.

5414-50-10-o

L. P. GEOFFRION,
Clerk.

Chartes—Abandon de

Province de Québec.—District de Montréal

AVIS

Prenez avis que la compagnie "Art Process Limited" s'adressera au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de la province de Québec, pour leur demander la permission d'abandonner sa charte à compter de la date qu'il plaira au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de fixer.

Montréal, le 23 décembre 1939.

5601

Le secrétaire,
T.-C. SUTTON.

CIE BELGO-QUÉBÉCOISE DE PROSPECTION MINÈRE,
LTÉE

Libre de Responsabilité personnelle

Avis, est par les présentes donné, que la Cie Belgo-Québécoise de Prospection Minière, libre de responsabilité personnelle, corps légalement constitué en corporation, ayant son bureau principal en la Cité de Montréal, constituée en corporation par lettres patentes de la Province de Québec, le seizième jour du mois d'août mil neuf cent trente-sept, demandera la permission d'aban-

Charters—Surrender of

Province of Québec—District of Montreal

NOTICE

Take notice that Art Process Limited will make application to the Attorney General and the Minister of Affairs, Trade and Commerce, under the provisions of the Companies' Act of the Province of Québec, for the acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by the Attorney General and Minister of Affairs, Trade and Commerce.

Montreal, 23rd December 1939.

5602-o

T. C. SUTTON,
Secretary.

CIE BELGO-QUÉBÉCOISE DE PROSPECTION MINÈRE,
LTÉE

No personal Liability

Notice is hereby given that the Cie Belgo-Québécoise de Prospection Minière, Limited, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office in the City of Montreal, incorporated by letters patents of the Province of Québec on the sixteenth day of August of the year one thousand nine hundred and thirty seven, will apply for leave to surrender

donner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 14 décembre 1939.

Le secrétaire,
A. LAGACE.

5603-o

Avis est par les présentes donné que demande sera faite au Lieutenant-gouverneur en Conseil par la compagnie "Roxy Realty Company Limited", pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter de la date qu'il plaira au Lieutenant-gouverneur de déterminer.

Montréal, le 18 décembre 1939.

ROXY REALTY COMPANY LIMITED.

Le président,

A. GOLDWATER.

5605

its charter pursuant to the provision of Quebec Companies Act.

Montreal, 14 December 1939.

A. LAGACE,
Secretary.

5604-o

Notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant-governor in Council by "Roxy Realty Company Limited" praying that permission be granted to surrender its charter from and after the date which the Lieutenant-governor may be pleased to determine.

Montreal, December 18th, 1939.

ROXY REALTY COMPANY LIMITED.

A. GOLDWATER,

President.

5606-o

Compagnie autorisée à faire des affaires

Company authorized to do business

Avis est par les présentes donné que la compagnie "United States Steel Products Company", qui avait été autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a changé son nom en celui de "United States Steel Export Company", et a obtenu une nouvelle autorisation d'exercer des opérations en cette Province sous son nouveau nom.

Les pouvoirs accordés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette Province.

La principale place d'affaires dans la Province, est à 360, rue St-Jacques Ouest, Montréal.

Son agent principal aux fins de recevoir assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Alfred W. Allyn, de la cité de Montréal, Province de Québec.

Québec, le 15 décembre 1939.

JEAN BRUCHESI,

Sous-secrétaire de la Province.

5597

Notice is hereby given that "United States Steel Products Company", authorized to carry on business in this Province, has changed its name into "United States Steel Export Company" and has been granted a new license to carry on business in this Province under its new name.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in the Province.

Its principal place of business, in the Province, is at 360 St. James Street West, Montreal.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Alfred W. Allyn, of the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Quebec, 15th December, 1939.

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

5598-o

Demandes à la Législature

Applications to the Legislature

Avis public est, par les présentes, donné que Me. Albert Lagnado, licencié en droit de la Faculté de Droit de Paris, France, et avocat près les Juridictions Mixtes d'Egypte, domicilié à Alexandrie, Egypte, mais actuellement résidant en la cité de Montréal, dit district, dûment autorisé à ces fins en vertu d'une résolution passée à l'assemblée du conseil général du Barreau de la Province de Québec, tenue à Québec, le 30 septembre 1939, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi spéciale l'autorisant à être admis à la pratique du droit dans la province de Québec, après examen oral.

Montréal, le 30 novembre, 1939.

Les procureurs du requérant,

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON & BEAULIEU.

5279-49-4-o

Public notice is hereby given that Mr. Albert Lagnado, licenciate in law of the Law Faculty of Paris, France, and advocate before the courts of mixed jurisdiction in Egypt, domiciled at Alexandria, Egypt, but having actually a residence in the city of Montreal, said district, duly authorized to these presents at a meeting of the general council of the Bar of the province of Quebec, held in Quebec, on the 30th day of September 1939, shall apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining a special law authorizing him to be admitted to the practice of law in the province of Quebec, after an oral examination.

Montreal, November 30th, 1939.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON & BEAULIEU,

Attorneys for the petitioner.

5280-49-4-o

Avis public est par les présentes donné que la ville de La Tuque s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa session prochaine, pour obtenir un amendement à sa charte, la loi 1 Georges V (2ième session) chapitre 69, et aux différentes lois amendant cette charte, de façon:

Notice is hereby given that the town of La Tuque will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its coming Session, for an amendment to its charter, the act 1 Georges V (2nd Session) Chapter 69, and to the different acts amending the same, in order:

1. A ratifier le règlement No 272, de la ville de La Tuque, pourvoyant à l'évaluation des immeubles imposables de la Brown Corporation et ses ayants causes pour une période de dix années, et à la ratification de certaines conventions, relativement à l'administration de la ville de La Tuque;

2. A ratifier le règlement No 273, de la ville de La Tuque, pourvoyant: (a) à l'évaluation pour une période de dix années des immeubles imposables de la St. Maurice Power Corporation et ses ayants causes; (b) au paiement par ladite compagnie et ses ayants causes d'une contribution annuelle aux dépenses d'administration municipale, en sus de toutes impositions.

3. A autoriser le paiement d'une indemnité de \$200.00 par année pour chaque échevin.

La Tuque, le 6 décembre 1939.

Le procureur de la ville de La Tuque,
5345-49-4-o C. ROMULUS DUCHARME.

Province de Québec, District de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que Mademoiselle Marie Ernestine Georgiana Frappier, fille majeure et usant de ses droits des cité et district de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom de famille de Frappier en celui de Beaudry avec tous les droits et obligations inhérents à tel changement.

Montréal, le 7 décembre 1939.

5377-50-4-o ERNESTINE FRAPPIER.

Avis public est par les présentes donné que l'Association des Constructeurs de Québec s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant sa charte, la loi 7, Ed. VII, ch. 126, pour mieux définir ses droits et pouvoirs, augmenter le nombre de ses directeurs, préciser les conditions auxquelles elle peut admettre comme membres des corporations ou sociétés et signer des conventions collectives de travail, et pour autres fins.

Québec, ce 15 décembre 1939.

Les procureurs,
5479-51-4-o HUDON & PIGEON.

Avis est, par les présentes, donné de la part de la corporation "St. Nicholas Syrian Greek Orthodox Church of Montreal", corporation constituée par loi spéciale, I Geo. V, chapitre 99, ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale pour modifier son nom corporatif et le changer pour le suivant: "St. George Orthodox Church of Montreal".

Montréal, le 14 décembre 1939.

Le procureur de la pétitionnaire,
5481-51-4-o RENE DURANLEAU.

Avis public est par les présentes donné que la "Viewmount Land Company Limited" présentera un bill à la prochaine session de la Législature afin de demander et de faire ratifier une diminution de son capital-actions à une somme de pas moins de deux cent mille dollars (\$200,000.00), afin d'amender en conséquence la loi qui l'incorpore, chapitre 120, 5 George V, statuts de Québec, 1915, et afin de faire ratifier les paiements de dividendes.

Montréal, 22 décembre 1939.

Les procureurs de la requérante,
5607-52-4-o (Signé) BRAIS & CAMPBELL.

1. To ratify by-law No. 272 of the town of Tuque, providing to the valuation of the taxable immovable properties of the Brown Corporation and its assigns for a period of ten years, and to the ratification of certain agreements regarding the administration of the town of La Tuque;

2. To ratify by-law No. 273 of the town of La Tuque, providing: (a) To the valuation for a period of ten years of the taxable immovable properties of the St. Maurice Power Corporation and its assigns; (b) To the payment by the said company and its assigns of an annual contribution to the expenses of the municipal administration, in addition to all taxes already imposed.

3. To authorize the payment of an indemnity of \$200.00 per year to each alderman.

La Tuque, December the 6th 1939.

C. ROMULUS DUCHARME,
5346-49-4-o Attorney for the town of La Tuque.

Province of Quebec, District of Montreal.

Public notice is hereby given that Miss Marie Ernestine Georgiana Frappier, spinster of the full age of the City and District of Montreal, will apply to the Quebec Legislature at its next session for the passing of an act changing her family name from Frappier to that of Beaudry and with all rights and obligations incidental to such change.

Montreal, December 7th, 1939.

5378-50-4-o ERNESTINE FRAPPIER.

Public notice is hereby given that l'Association des Constructeurs de Québec will apply to the Legislature, at its next session, for an act modifying its charter, the Act 7, Ed. VII, ch. 126, in order to better define its rights and powers, to increase the number of its directors, to specify conditions under which corporations or partnerships may be admitted as members, and collective labour agreements may be executed, and for other purposes.

Quebec, December 15th, 1939.

HUDON & PIGEON,
5480-51-4-o Attorneys.

Notice is hereby given that St. Nicholas Syrian Greek Orthodox Church of Montreal, a body politic duly incorporated by special law, I Geo. V, chapter 99, having its corporate seat in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special law to modify its firm name and change it by the following: "St. George Orthodox Church of Montreal".

Montreal, December 14th, 1939.

RENE DURANLEAU,
5482-51-4-o Attorney for the Petitioner.

Public notice is hereby given that the Viewmount Land Company Limited will present a bill at the next session of the Legislature of the Province of Quebec for the purposes of requesting and obtaining ratification of a reduction of its capital stock to a sum of not less than two hundred thousand dollars (\$200,000.00), for the purposes of amending in consequence the law which incorporates it, chapter 120, 5 George V, Quebec Statutes, 1915, and to have ratified the payments of dividends.

Montreal, December 22nd, 1939.

(signed) BRAIS & CAMPBELL,
5608-52-4-o Attorneys for Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que Jacques Jolin, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, demandant l'adoption d'une loi pour autoriser le Collège des chirurgiens dentistes de la province à lui remettre sa licence pour l'exercice de la profession dentaire à la fin de ses études universitaires, à condition qu'il passe avec succès l'examen final devant les représentants du Bureau.

Waterloo, le 28 décembre 1939.

Le requérant,
JACQUES JOLIN.

5653-52-4-o

Public notice is hereby given that Jacques Jolin, will apply to the Legislature, at its next session, for the passing of an Act authorizing the College of Dental Surgeons of the Province to grant him his license for the practise of the dental profession at the end of his university studies, on condition that he successfully passes the final examination before the representatives of the Board.

Waterloo, December 28, 1939.

JACQUES JOLIN,
Petitioner.

5654-52-4

Examens du Barreau—Bar Examinations

BARREAU DE MONTRÉAL—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens du 9 janvier 1940.—Examinations of January 9th, 1940

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
1.—Barbeau	Roland	25	Mackayville
2.—Barrette	Pierre	25	Saint-Barthélemi
3.—Brazeau	P. P.	25	Montréal
4.—Chaput	Roger	22	Montréal
5.—Chase Casgrain	A.	23	Montréal
6.—Chase Casgrain	Thomas	26	Montréal
7.—Crevier	Bruno	24	Par. St-Laurent
8.—Dionne	Honoré	26	Joliette
9.—Héty	C.-E.	21	Joliette
10.—Ladouceur	Bernard	25	Joliette
11.—Lafontaine	Roland	23	Montréal
12.—Laurier	Mario	30	Montréal
13.—Laurier	Yves	23	Montréal
14.—Léger	L. E.	28	Montréal
15.—Morin	C. E.	26	Montréal
16.—Ranger	P. P.	26	Valois
17.—Robert	Benolt	24	Montréal
18.—Rosenblum	Julius	21	Halifax
19.—Ross	L. A.	25	Verdun
20.—Favior	B. F.	25	Montréal
21.—Turgeon	Robert	24	Montréal

Montréal, le 19 décembre 1939.—Montreal, December 19, 1939.

5589-90—52-2-o

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
GASTON LACROIX,
Secretary of the Bar of Montreal.

BARREAU DE MONTRÉAL—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens du 9 janvier 1940.—Examinations of January 9th, 1940

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.—Clarke	D. F.	20	Montréal	Collège Loyola
2.—Clarke	G. F.	22	Montréal	Université McGill
3.—Donnelly	W. G.	22	Montréal	Université McGill
4.—Gérin-Lajoie	Paul	19	Montréal	Coll. Jean-de-Brébeuf
5.—Laverdure	Maurice	24	Montréal	Coll. Ste-Marie
6.—Mathieu	Antoine	20	Montréal	St-Léonard
7.—Mercure	Yvan	21	Montréal	Sém. Ste-Thérèse
8.—Moscovitch	M.	22	Montréal	Coll. Sir Geo. Williams
9.—Norris	W. E.	22	Montréal	McGill Un.
10.—Séton	L. A.	22	Montréal	Montreal West High School & Un. McGill
11.—Beauchemin	Marcel	20	Montréal	Coll. Loyola & Montréal

Montréal, le 20 décembre 1939.—Montreal, December 20, 1939.

5587-8—52-2-o

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
GASTON LACROIX,
Secretary of the Bar of Montreal.

BARREAU DE QUÉBEC—BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier 1940.—Examinations of January 1940

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Asselin.....	Dérôme.....	26.....	Québec.
Grenier.....	Jean.....	23.....	Québec.
Lesage.....	Roger.....	22.....	Québec.
Levesque.....	Gerard.....	28.....	Québec.
Poirier.....	Dorylas.....	29.....	St-Honoré de Beauce.

Québec, le 21 décembre 1939.—Quebec, December 21, 1939.

Le secrétaire du Barreau de Québec,
JEAN REMILLARD,
Secretary of the Bar of Quebec.

5593-4—52-2-o

BARREAU DE QUÉBEC—BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de janvier 1940.—Examinations of January 1940

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Bédard.....	Jean-Paul.....	22.....	Québec.....	Collège Garnier
Cantin.....	Jean-Charles.....	21.....	Québec.....	Collège Garnier
Demers.....	Paul-Arthur.....	23.....	Charney.....	Séminaire de Québec
Girard.....	Louis.....	23.....	St-Anselme.....	Collège de Lévis
Godbout.....	André.....	23.....	Québec.....	Séminaire de Québec
Parent.....	André.....	23.....	Québec.....	Séminaire de Québec
Paré.....	Jules.....	23.....	Québec.....	Collège de Ste-Anne de la Pocatière, P.Q.
Vallée.....	Marcel.....	23.....	Québec.....	Séminaire de Québec
Vézina.....	Dominique.....	23.....	St-Joseph de Beauce.....	Collège de Ste-Anne de la Pocatière, P.Q.
Walsh.....	Charles.....	21.....	St-Pacôme.....	Université de St-Thomas.

Québec, le 21 décembre 1939.—Quebec, December 21, 1939.

Le secrétaire du Barreau de Québec,
JEAN REMILLARD,
Secretary of the Bar of Quebec.

5591-2—52-2-o

BARREAU DES TROIS-RIVIÈRES—BAR OF TROIS-RIVIÈRES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de janvier 1940.—Examinations of January 1940.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Buisson.....	Paul.....	23.....	Trois-Rivières	Université d'Ottawa

Grand'Mère, le 16 décembre 1939.—Grand'Mère, December 16, 1939.

Le secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,
MARCEL CRÊTE,
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

5595-6—52-2-o

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

AVIS DE FORMATION D'UN SYNDICAT D'ÉLEVAGE NOTICE OF FORMATION OF A BREEDING SYNDICATE

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Kamouraska sous le nom de "syndicat d'élevage de chevaux canadiens de Kamouraska", avec sa principale place d'affaires à Ste-Anne de la Pocatière.

Notice is hereby given that a breeding syndicate has been incorporated in the County of Kamouraska under the name of "Syndicat d'élevage de chevaux canadiens de Kamouraska", with its principal place of business at Ste-Anne de la Pocatière.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
LS-PH. ROY.

5646

LS. PH. ROY,
Deputy Minister of Agriculture.

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que la requête en prélèvement du comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est, approuvée par l'arrêté ministériel No 788 du 8 mai 1939, a été modifiée par l'arrêté No 3149 du 20 décembre 1939. Ledit arrêté autorise le comité conjoint à prélever un montant additionnel de \$3,000 pour la période en cours.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 décembre 1939. 5635-o

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que par l'arrêté ministériel no 3150 du 20 décembre 1939 pris en exécution de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, ch. 49, amendée par 2 Geo. VI, ch. 52 et 3 Geo. VI, ch. 61), le comité conjoint de l'industrie des déchargeurs de charbon de Montréal a été autorisé du 1er janvier 1940 au 31 décembre 1940 à prélever des cotisations au taux de 1-4 de 1% des employeurs et employés assujettis au décret no 763 du 13 mai 1938.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 décembre 1939. 5637-o

NOTICE

Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the request for levies of the Building Trade Joint Committee of the Eastern Townships District, approved by Order-in-Council No. 788 of the 8th of May, 1939, has been modified by Order No. 3149 of the 20th of December 1939. The Joint Committee is authorized, by said Order, to levy an additional amount of \$3,000 for the actual period.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 30th, 1939. 5636-o

NOTICE

Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that by Order-in-Council No. 3150 of December 20th, 1939, ratified in pursuance of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, ch. 49, amended by 2 Geo. VI, ch. 52 and 3 Geo. VI, ch. 61), the Joint Committee of the Coal Dischargers' Industry of Montreal has been authorized from January 1st 1940 to December 31st 1940 to levy assessments at the rate of 1-4 of 1% upon employers and employees governed by decree No. 763 of May 13th, 1938.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 30th, 1939. 5638-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 20 novembre 1939.

M. Edmund St. John Gough: professeur pour la section anglaise de l'Ecole Normale Jacques-Cartier, de Montréal, à compter du premier septembre 1939.

Québec, le 24 novembre 1939.

M. James Furlong de Percé: shérif du district de Gaspé, à compter du 16 décembre 1939.

M. Hormidas Dupré, médecin, de St-Robert: coronar conjoint pour le district de Richelieu.

M. Louis-Thomas Caron, médecin, de Maskinongé: coronar conjoint pour le district de Trois-Rivières, avec juridiction seulement sur le comté de Maskinongé.

M. Philibert Giguère, de Saint-Léon-de-Standon: shérif du district de Beauce, à compter du 16 décembre 1939.

M. Edouard Tellier, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal: gérant de la Commission des liqueurs de Québec.

M. Honorius Labrecque, médecin, de Saint-Isidore, comté de Dorchester: coronar conjoint du district de Beauce, avec juridiction sur tout le district judiciaire de Beauce, moins cette partie du district électoral de Frontenac qui se trouve dans le district judiciaire de Beauce.

Appointments

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, November 20, 1939.

Mr. Edmund St. John Gough: Professor for the English section of the Jacques Cartier Normal School of Montreal, on and from the first of September, 1939.

Québec, November 24, 1939.

Mr. James Furlong, of Percé: Sheriff for the District of Gaspé, on and from the 16th of December, 1939.

Dr. Hormidas Dupré, physician, of St-Robert: Joint Coroner for the district of Richelieu.

Dr. Louis Thomas Caron, physician, of Maskinongé: Joint Coroner for the district of Trois-Rivières, with jurisdiction only in the county of Maskinongé.

Mr. Philibert Giguère, of Saint-Léon-de-Standon: Sheriff for the district of Beauce, on and from the 16th of December, 1939.

Mr. Edouard Tellier, advocate and King's Counsel, of the city of Montreal: manager of the Quebec Liquor Commission.

Dr. Honorius Labrecque, physician, of Saint-Isidore, county of Dorchester: Joint Coroner for the district of Beauce, with jurisdiction over the whole judicial district of Beauce, save that part of the electoral district of Frontenac which lies in the judicial district of Beauce.

Québec, le 25 novembre 1939.

M. J.-A. Lesage, courtier en assurances, de la cité de Québec: assistant-gérant de la Commission des liqueurs de Québec.

M. C.-B. Delage, médecin, de Thetford Mines: coroner conjoint pour le district d'Arthabaska, avec juridiction seulement sur le district électoral de Mégantic.

M. le Dr Joseph Lamontagne, de Saint-Apollinaire: coroner conjoint pour le district de Québec, avec juridiction seulement sur le district électoral de Lotbinière.

Québec, le 4 décembre 1939.

M. J.-A. Viger, médecin, de St-Hyacinthe: coroner conjoint pour le district de St-Hyacinthe.

M. Philippe Baril, médecin, de Saint-Narcisse, comté de Champlain: coroner conjoint du district des Trois-Rivières, avec juridiction seulement sur les district électoraux de Champlain et de Laviolette.

Québec, le 7 décembre 1939.

M. William-James Hushion, jr., de la cité de Montréal: assistant du commissaire des incendies de la cité de Montréal, à compter du 16 décembre 1939.

M. Jean-Léon Charlebois, avocat, de la ville de Pointe-Claire: recorder de la ville de Pointe-Claire.

M. Jacques Béique, avocat, de Ville LaSalle: recorder de Ville LaSalle.

M. le Dr Euloge Tremblay, de Baie Saint-Paul: surintendant de l'Hôpital Sainte-Anne, de Baie Saint-Paul, à compter du premier janvier 1940.

M. le Dr J.-A. Couillard: aviseur technique au ministère de la Santé, service intérieur, division de la tuberculose, à compter du premier décembre 1939.

M. Albert Angers, médecin, de la Malbaie: coroner pour le district de Saguenay, avec juridiction seulement sur le district électoral de Charlevoix.

M. J.-Gérard Mathieu, médecin, de St-Henri-de-Masouche: coroner conjoint pour le district judiciaire de Joliette, avec juridiction seulement sur le district électoral de l'Assomption.

M. Jean-Charles Darveau, médecin, de Saint-Vallier: coroner conjoint pour le district de Montmagny, avec juridiction seulement sur le district électoral de Bellechasse.

M. le Dr François Gervais, de Saint-Paul-de-Montmagny: coroner conjoint pour le district de Montmagny, avec juridiction seulement sur le district électoral de Montmagny.

M. le Dr Louis-Philippe Leclerc, médecin, de l'Islet: coroner conjoint pour le district de Montmagny, avec juridiction seulement sur le district électoral de l'Islet.

Québec, 9 décembre 1939.

M. A. Laurendeau, médecin, de St-Gabriel-de-Brandon: coroner conjoint du district de Joliette, avec juridiction seulement sur le district électoral de Berthier.

M. Louis-M. Grignon, médecin, de Mont-Laurier: registraire de la division d'enregistrement de Labelle, à compter du 1er janvier 1940.

M. J.-Ulric Bruneau, de Richmond, marchand: registraire de la division d'enregistrement de Richmond, greffier de la Cour de circuit et greffier de la Cour de magistrat du district électoral de Richmond, à compter du 18 décembre 1939.

Québec, 15 décembre 1939.

MM. Albert Lepage, inspecteur du comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec, 410a rue Arago, Québec, et J.-O. Nadeau, agent

Quebec, November 25, 1939.

Mr. J. A. Lesage, insurance broker, of the city of Quebec: Assistant Manager of the Quebec Liquor Commission.

Dr. C. B. Delage, physician, of Thetford Mines: Joint Coroner for the district of Arthabaska, with jurisdiction only over the electoral district of Mégantic.

Dr. Joseph Lamontagne, of Saint Apollinaire: Joint Coroner for the district of Quebec, with jurisdiction only over the electoral district of Lotbinière.

Quebec, December 4, 1939.

Dr. J. A. Viger, physician, of St. Hyacinthe: Joint Coroner for the district of St. Hyacinthe.

Dr. Philippe Baril, physician, of Saint Narcisse, county of Champlain: Joint Coroner for the district of Trois-Rivières, with jurisdiction only over the electoral districts of Champlain and Laviolette.

Quebec, December 7, 1939.

Mr. William James Hushion, Jr., of the city of Montreal: Deputy Fire Commissioner of the city of Montreal, on and from the 16th of December, 1939.

Mr. Jean Léon Charlebois, advocate, of the town of Pointe Claire: Recorder for the town of Pointe Claire.

Mr. Jacques Béique, advocate, of the town of LaSalle: Recorder for the town of LaSalle.

Mr. Euloge Tremblay, of Baie Saint Paul: Superintendent of the Sainte-Anne Hospital, of Baie Saint Paul, on and from the first of January, 1940.

Dr. J. A. Couillard: Technical Adviser of the Department of Health, interior service, Tuberculosis Division, on and from the first of December, 1939.

Dr. Albert Angers, physician, of Malbaie: Coroner for the district of Saguenay, with jurisdiction only over the electoral district of Charlevoix.

Dr. J.-Gérard Mathieu, physician, of St. Henri-de-Masouche: Joint Coroner for the judicial district of Joliette, with jurisdiction only over the electoral district of l'Assomption.

Dr. Jean Charles Darveau, physician, of Saint Vallier: Joint Coroner for the district of Montmagny, with jurisdiction only over the electoral district of Bellechasse.

Dr. François Gervais, of Saint-Paul-de-Montmagny: Joint Coroner for the district of Montmagny, with jurisdiction only over the electoral district of Montmagny.

Dr. Louis Philippe Leclerc, physician, of l'Islet: Joint Coroner for the district of Montmagny, with jurisdiction only over the electoral district of l'Islet.

Quebec, December 9, 1939.

Mr. A. Laurendeau, physician, of St-Gabriel-de-Brandon: to be joint Coroner of the district of Joliette, with jurisdiction over the electoral district of Berthier only.

Mr. Louis-M. Grignon, physician, of Mont-Laurier: to be registrar of the registration division of Labelle, from and after the 1st of January, 1940.

Mr. J. Ulric Bruneau, of Richmond, merchant: to be Registrar of the registration division of Richmond, clerk of the Circuit Court and clerk of the Magistrate's Court of the electoral district of Richmond, from and after the 18th of December, 1939.

Quebec, December 15, 1939.

Messrs. Albert Lepage, Joint Committee Inspector of the Quebec Building Industry, 410a Arago Street, Quebec, and J. O. Nadeau, Insurance

d'assurances, 25, 5ème rue, Québec: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec: M. Armand-A. Pigeon, secrétaire-trésorier de la Brotherhood of Railroad Trainmen (loge 490), 1861 rue St-Germain, Montréal: juge de paix, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; M. Philippe Richard, M.D., de Montmagny: juge de paix, avec juridiction sur le district judiciaire de Montmagny; M. Charles-M. Black, rentier, de Ste-Marguerite Station: juge de paix, avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne, tous aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1925, ch. 145).

5657-0

agent, 25, 5th. Street, Quebec: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Mr. Armand A. Pigeon, Secretary-Treasurer of the Brotherhood of Railroad Trainmen (Lodge 490), 1861 St. Germain Street, Montreal: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Mr. Philippe Richard, M.D., of Montmagny: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montmagny; Mr. Charles M. Black, annuitant of Ste-Marguerite Station: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne; all for the purpose of administering the oath only pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1925, ch. 145).

5658

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

ES.-L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la Province de Québec, SALUT.

PROCLAMATION

ATTENDU que la législature de la Province de Québec se trouve convoquée pour le vingt décembre 1939, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite Province, jugé à propos de la proroger jusqu'au vingt février 1940;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le vingt décembre 1939; vous convoquons par les présentes pour le vingt février 1940 et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. Esioff-Léon Patenaude, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce onzième jour de décembre, l'an de grâce mil neuf cent trente-neuf, et de Notre règne le quatrième.

Par ordre,
Le secrétaire de la chancellerie à Québec,
5415-5-10-0 L.-P. GEOFFRION.

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

ES. L. PATENAUDE

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands convened for the twentieth of December, 1939, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to prorogue it to the twentieth of February, 1940;

THEREFORE, We now inform you that you are dispensed from meeting on the twentieth of December, 1939, and hereby convene you for the twentieth of February, 1940, and accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec, for the despatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and well beloved the Honourable Esioff Leon Patenaude, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this eleventh day of December, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty-nine, and in the fourth year of Our Reign.

By command,
L. P. GEOFFRION,
5416-50-10-0 Secretary in Chancery, Quebec.

Vente—Loi de Faillite

Canada, Province de Québec, District de Montréal. No 190 (En Faillite). Dans l'affaire

Sale—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. No. 190. (In Bankruptcy.) In the matter

de Dieppe Demers, boucher, no 240, 4ième Avenue, Lachine, Province de Québec, cédant-auto-risé.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit, savoir:

Désignation

"Un emplacement ayant front sur la rue Ste-Catherine, en la cité de Lachine, connu et désigné comme étant le numéro quatre cent quarante-quatre de la subdivision officielle du lot originaire-numéro sept cent neuf (709-444) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, avec maison et autres bâtisses en voie de construction."

Sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 13 décembre 1939, portant le no 190 des dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques conformément à l'article 45, paragraphe 1 et suivants de la loi de faillite et suivant les dispositions des articles 716 et 717 du code de procédure civile de cette province, de manière à donner à la dite vente l'effet du décret, au bureau du shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice, en la cité de Montréal, MERCREDI, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de JANVIER mil neuf cent quarante, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: L'adjudicataire devra dans les trois jours de la date de l'adjudication en payer le prix.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Montréal, 18 décembre, 1939.

Le syndic,

ALBERT LAMARRE.

Du bureau de: Lamarre, Lamarre & Inns,
19 est, rue St-Jacques,
Montréal.

5495-51-2-0

of Dieppe Demers, butcher, No. 240, 4th Avenue, Lachine, Province of Quebec, authorized assignor.

Public notice is hereby given that the immoveable designated as follows, to wit:

Désignation

"An emplacement fronting on St. Catherine Street, in the city of Lachine, known and designated as being number four hundred and forty four of the official subdivision of the original lot number seven hundred and nine (709-444) on the official plan and book of reference for the town of Lachine—with a house and other buildings being constructed thereupon."

Shall be sold pursuant to a judgment of the Superior Court of the district of Montreal, sitting in bankruptcy, rendered on the 13th of December 1939, bearing No. 190 of the records of the said court, by public auction, pursuant to article 45, paragraph 1 and following of the Bankruptcy Act and pursuant to the provisions of articles 716 and 717 of the code of Civil Procedure of this Province, so as to give to the said sale the effect of a Sheriff's Sale, at the Sheriff's Office of the district of Montreal, situate in the Court House, in the city of Montreal, on WEDNESDAY, the TWENTY FOURTH day of the month of JANUARY, nineteen hundred and forty, at EL EVEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: The purchaser shall, within three days of the date of purchase, pay the price thereof.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

Montréal, December 18th, 1939.

ALBERT LAMARRE,

Trustee.

From the office of: Lamarre, Lamarre & Inns,
19 St. James Street East,
Montreal.

5496-51-2

ERRATUM

A la page 2474 de la *Gazette officielle de Québec* du 22 juillet 1939, à la deuxième ligne du deuxième paragraphe, lisez: "Paul-Emile Guilbeault", au lieu de "Paul-Emile Guilbault."

5655-0

ERRATUM

On page 2474 of the *Quebec Official Gazette*, of the 22nd of July, 1939, in the second line of the second paragraph, read: "Paul-Emile Guilbeault" instead of "Paul-Emile Guilbault."

5656

VENTES PAR LES SHÉRIFS

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi

No 5318 { FRANÇOIS DESSUREAULT, ouvrier d'Amos, (demandeur dans l'instance originaire) saisissant, vs G.-A. PLOURDE, alias GEORGES PLOURDE, alias G.-H. PLOURDE, de La Sarre, (défendeur dans l'instance originaire) saisi.

A savoir: comme appartenant audit défendeur, les biens immobiliers suivants, savoir: les droits sur le lot de terre portant le numéro trois (3) du bloc vingt-cinq (25) tel que désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la

SHERIFFS' SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Abitibi

No. 5318 { FRANÇOIS DESSUREAULT, workman of Amos, (plaintiff in original suit) seizing, vs G. A. PLOURDE, alias GEORGES PLOURDE, alias G. H. PLOURDE, of La Sarre, (defendant in original suit) seized.

To wit: As belonging to the said defendant, the following immovable properties, namely, the rights on the lot of land bearing number three (3) of block twenty five (25) as designated on the official cadastral plan and book of reference of the town of Amos, district of Abitibi,

ville d'Amos, district d'Abitibi, avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de Ste-Thérèse d'Amos, en la ville d'Amos, MARDI le TRENTIÈME jour de JANVIER, 1940, à DIX heures de l'avant midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, ANTONIO BOURBEAU.
Amos le 22 décembre, 1939. 5615-52-2-0
[Première publication, 30 décembre 1939]

with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, to be sold at the parochial church door of Ste-Thérèse d'Amos, in the town of Amos, on TUESDAY, the THIRTIETH day of JANUARY, 1940, at TEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BOURBEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, December 22, 1939. 5616-52-2
[First publication, December 30, 1939]

BEAUCE

FERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Beauce

No. 16927 } LA COMMISSION DU PRET
{ LAGRANGE CANADIEN, deman-
deresse; contre JOSAPHAT GILBERT, dé-
fendeur.

Une terre située en le troisième rang de Cumberland, ayant trois arpents de largeur sur vingt-cinq arpents de profondeur, bornée au sud-est à Charles Gilbert, au nord-ouest à Joseph Gilbert; au nord-est à Ludger Gilbert, au sud-ouest à Baromée Gilbert ou représentant, étant partie du lot numéro huit cent cinquante-neuf (ptie 859) du cadastre officiel de la paroisse de St-Georges comté de Beauce. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre Dame des Pins, le TRENTIÈME JANVIER 1940, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, P. GIGUERE.
St-Joseph Beauce, 26 décembre 1939.
5613-5-2-0
[Première publication, 30 décembre 1939]

FERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce

No. 16927 } THE CANADIAN FARM LOAN
{ BOARD, plaintiff; against
JOSAPHAT GILBERT, defendant.

A farm situate in the third range of Cumberland, measuring three arpents in width by twenty-five arpents in depth, bounded on the southeast by Charles Gilbert, on the northwest by Joseph Gilbert; on the northeast by Ludger Gilbert, on the southwest by Baromée Gilbert or representative, being part of lot number eight hundred and fifty nine (Pt. 859) of the official cadastre of the parish of St. Georges county of Beauce. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame des Pins, on the THIRTIETH day of JANUARY, 1940, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GIGUERE,

Sheriff's Office, Sheriff.
St. Joseph Beauce, December 26, 1939.
5614-52-2
[First publication, December 30, 1939]

BEAUHARNOIS

FERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Province of Québec, } STRATHMAR COR-
No. 1773993 } PORATION LIM-
ITED; vs WILLIAM FRANCIS MARTIN.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le vingt-quatrième jour d'Octobre (24) 1938, à la porte de l'église paroissiale de Très-Saint-Sacrement de Howick, district de Beauharnois, aura lieu à la porte de la dite église, le QUINZIÈME jour de JANVIER 1940, à ONZE heures de l'avant midi.

Salaberry de Valleyfield, ce vingt-troisième jour de décembre, mil neuf cent trente-neuf.

Le shérif,

5617-0 J.-B. de REPENTIGNY.
[Première publication, 30 décembre 1939]

FERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Province of Québec, } STRATHMAR COR-
No. 1773993 } PORATION LIM-
ITED; vs WILLIAM FRANCIS MARTIN.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present case, which was to have taken place at ten o'clock in the forenoon, on the twenty fourth day of October (24) 1938, at the parochial church door of Très-Saint-Sacrement de Howick, district of Beauharnois, will be held at the door of the said church, on the FIFTEENTH day of JANUARY, 1940, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Salaberry de Valleyfield, this twenty third day of December, one thousand nine hundred and thirty nine.

J. B. de REPENTIGNY,

5618 Sheriff.
[First publication, December 30, 1939]

BEDFORD

FERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Bedford

Canada, } DAME AMANDA TE-
Province of Québec, } TREULT, deman-
No. 325 } deresse, vs FEU CHAR-
LES PARADIS et al, défendeurs.

BEDFORD

FERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Bedford

Canada, } DAME AMANDA TE-
Province of Québec, } TREULT, plaint-
No. 325 } iff; vs THE LATE
CHARLES PARADIS et al, defendants.

Comme appartenant aux défendeurs.

Une certaine ferme située dans le canton de Dunham, district de Bedford, comprenant trois lots de terre connus et désignés comme étant les numéros trois cent huit (308), trois cent neuf (309), et trois cent dix (310), du cadastre au plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton de Dunham, contenant cent quatre-vingt-dix-huit aères de terre en superficie, plus ou moins, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste Thérèse de l'Enfant Jésus de Cowansville, en la ville de Cowansville, dit district, le DIXIEME jour de JANVIER, 1940, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, W. FREDERIC KAY, Sheriff's Office,
Sweetsburg, Que., 2 décembre, 1939. 5321-49-2-o
[Première publication, 9 décembre 1939]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour de Magistrat—District électoral de Bedford, à Granby

Canada, P. E. DELANEY, de-
Province de Québec, P. mandeur; vs NA-
District de Bedford, POLEON BOURBEAU
No 2478 es-qual, curateur à Dame
Rose-Anna Demers, interdite, défendeur.

Comme appartenant à ladite Dame Rose-Anna Demers.

Un certain emplacement sis et situé en la ville de Waterloo, district de Bedford, connu et désigné comme étant les lots numéros deux cent soixante-dix-neuf, deux cent quatre-vingts, deux cent quatre-vingt-un et deux cent quatre-vingt-deux (279, 280, 281 & 282), aux plan et livre de renvoi officiels de ladite ville de Waterloo—avec bâtisses.

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Bernardin de Waterloo, en la ville de Waterloo, district de Bedford, le TRENTE-UNIEME jour de JANVIER, 1940, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, W. FREDERIC KAY, Sheriff's Office,
Sweetsburg, Qué., ce 26 décembre 1939. 5619-52-2-o
[Première publication, 30 décembre 1939]

As belonging to the defendants:

A certain farm situate in the township of Dunham, district of Bedford, including three lots of land known and designated as being cadastral numbers three hundred and eight (308), three hundred and nine (309) and three hundred and ten (310) on the official plan and book of reference for said township of Dunham, containing one hundred and ninety eight aeres of land in area, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of the parish of Ste Thérèse de l'Enfant Jésus de Cowansville, in the town of Cowansville, said district, on the TENTH day of JANUARY, 1940, at TWO o'clock in the afternoon.

W. FREDERIC KAY,

Sheriff's Office, Sheriff,
Sweetsburg, Que., December 2, 1939 5322-49-2
[First publication, December 9, 1939]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Magistrate's Court—Electoral District of Bedford, at Granby

Canada, P. E. DELANEY, de-
Province of Québec, P. plaintiff; vs NAPO-
District of Bedford, LEON BOURBEAU es-
No. 2478 qual, curator to Dame
Rose-Anna Demers, interdicted, defendant.

As belonging to said Dame Rose-Anna Demers:

A certain emplacement being and situate in the Town of Waterloo, District of Bedford, known and designated as being lots numbers two hundred and seventy nine, two hundred and eighty, two hundred and eighty one and two hundred and eighty two (279, 280, 281 & 282) on the official plan and book of reference for the said Town of Waterloo—with buildings.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of the Parish of St-Bernardin de Waterloo, in the Town of Waterloo, District of Bedford, on the THIRTY FIRST day of JANUARY, 1940, at TWO o'clock in the afternoon.

W. FREDERIC KAY,

Sheriff's Office, Sheriff,
Sweetsburg, Que., this 26th of December, 1939. 5620-52-2
[First publication, December 30th, 1939]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: LA CORPORATION
No 4292 DE LA PAROISSE
DE SAINTE-BRIGIDE, corporation municipale, ayant son siège d'affaires de Sainte-Brigide susdite, demanderesse; vs ANDRE AUDET de Marieville, dans le district de Saint-Hyacinthe, et ci-devant de la paroisse de Sainte-Brigide, dans le district d'Iberville, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur.

Un emplacement situé au village de la dite paroisse de Sainte-Brigide, au côté nord-ouest de la descente conduisant du village de Sainte-Brigide, à la huitième concession, contenant cinquante pieds de profondeur sur le chemin public, sur la largeur qui se trouve entre ledit chemin public et le lot numéro cent cinquante-cinq du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Brigide, et étant partie, ledit emplacement, du lot de terre connu et désigné sous le lot

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Iberville

Saint-Jean to wit: THE CORPORATION
No. 4292 OF THE PARISH OF
SAINTE-BRIGIDE, municipal corporation, having its place of business from Sainte-Brigide abovesaid, plaintiff; vs ANDRE AUDET of Marieville, in the district of Saint-Hyacinthe, and heretofore of the parish of Sainte-Brigide, in the district of Iberville, defendant.

As belonging to the said defendant.

An emplacement situate at the village of the said parish of Sainte-Brigide, at the northwest side of the road lying from the village of Sainte-Brigide, to the eighth concession, of an area of fifty feet in depth of the public road, by the width found between the said public road and the lot number one hundred and fifty-five of the official cadastre of the said parish of Sainte-Brigide, and being part, the said emplacement, of the lot of land known and designated under the lot number

numéro cent cinquante-quatre (Pt. No 154) du dit cadastre, borné en front par partie dudit numéro cent cinquante-quatre, appartenant aux représentants de Pierre Arbec, d'un côté au sud-est, par le chemin public, et de l'autre côté au nord-ouest par partie dudit numéro officiel cent cinquante-cinq, appartenant aux représentants de Rémi Rainville, avec maison et autres bâties y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Brigide, le TRENTIEME jour de JANVIER prochain, 1940, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, ADELARD FORGET,
Saint-Jean, 26 décembre, 1939. 5621-52-2-o
[Première publication, 30 décembre 1939]

one hundred and fifty-four (Pt. No. 154) of said cadastre, bounded in front by part of said number one hundred and fifty-four, belonging to the representants of Pierre Arbec, on one side to the southeast, by the public road, and on the other side to the northwest by part of said official number one hundred and fifty-five, belonging to the representants of Rémi Rainville, with house and other buildings upon erected.

To be sold, at the church door of the parish of Sainte-Brigide, on the THIRTIETH day of JANUARY next, 1940, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADELARD FORGET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Jean, December 26, 1939. 5622-52-2-o
[First publication, December 30, 1939]

FIER FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: { DAME EDWINA
No 4281 { TETREFAULT, de

Rougemont, district de Saint-Hyacinthe, épouse séparée de biens de Pierre O. Lévesque, manufacturier, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs ERNEST VANDERWHEGE, ci-devant de la ville et du district d'Iberville, et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur.

Un immeuble situé dans la ville et le district d'Iberville, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent vingt-cinq (No 325) des plan et livre de renvoi officiels de la ville d'Iberville.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Athanase, le NEUVIEME jour de JANVIER prochain, 1940, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, ADELARD FORGET,
Saint-Jean, 5 décembre, 1939. 5323-49-2-o
[Première publication, 9 décembre, 1939]

FIER FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Iberville

Saint-Jean, to wit: { DAME EDWINA
No. 4281 { TETREFAULT, of

Rougemont, district of Saint-Hyacinthe, wife separate as to property of Pierre O. Lévesque, manufacturer, of the same place, and this last one to authorize his wife for these purposes, plaintiff; vs ERNEST VANDERWHEGE, formerly of the city and district of Iberville, and now living in an unknown place, defendant.

Seized as belonging to the said defendant.

An immovable situate in the city and the district of Iberville, known and designated as being lot number three hundred and twenty-five (No. 325) of the plan and book of official reference for the town of Iberville.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Athanase, on the NINTH day of JANUARY next, 1940, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADELARD FORGET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Jean, December 5, 1939. 5324-49-2-o
[First publication, December 9, 1939]

JOLIETTE

FIER FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Joliette

Province de Québec, { GEORGE S. ALLAIRE,
No 6668 { journalier, de la paroisse de St-Roch-de-l'Achigan, dans le district de Joliette, demandeur; contre WILLIAM CAMPBELL, du même lieu.

La moitié d'une terre située en la paroisse de St-Roch-de-l'Achigan, district de Joliette, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de ladite paroisse de St-Roch-de-l'Achigan, comme faisant partie du lot numéro cent cinquante-cinq (No ptie 155), étant la partie du côté est de ladite terre et bornée à un bout au cours d'eau Ruisseau St-Philippe, d'un côté aux numéros 154 et 77, et de l'autre côté au milieu dudit numéro cent cinquante-cinq—avec maison et autres bâties y érigées, ladite terre contenant quarante-six arpents, sans garantie de mesure précise.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Roch-de-l'Achigan le DEUX-

JOLIETTE

FIER FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Joliette

Province of Québec, { GEORGE S. ALLAIRE,
No. 6668 { laborer, of the parish of St-Roch-de-l'Achigan, in the district of Joliette, plaintiff; against WILLIAM CAMPBELL, of the same place.

The half of a farm situate in the parish of St-Roch-de-l'Achigan, district of Joliette, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said parish of St-Roch-de-l'Achigan, as forming part of lot number one hundred and fifty five (Pt. No. 155) being the East side part of the said farm and bounded at one end by the watercourse called "Ruisseau St-Philippe", on one side by numbers 154 and 77, and on the other side by the middle of said number one hundred and fifty five—with the house and other buildings thereon erected, the said farm containing forty six arpents, without warranty of exact measurement.

As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold at the church door of the parish of St-Roch-de-l'Achigan on the SECOND day of

IIÈME jour du mois de FEVRIER 1940 à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-A. BELANGER.
Joliette, 23 décembre 1939. 5623-52-2-0
[Première publication, 30 décembre 1939]

the month of FEBRUARY, 1940, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. BELANGER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, December 23, 1939. 5624-52-2
[First publication, December 30th, 1939]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Kamouraska

No 14583. { PIERRE GAGNE, FIRMIN GAGNE, fils, et Mlle ELIZABETH GAGNE, fille majeure et usant de ses droits, tous trois de la paroisse de St-Alexandre, dans le comté de Kamouraska, en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires conjoints de feu Firmin Gagné, père, en son vivant, cultivateur du même endroit, demandeurs; contre OMER CARON, cultivateur de la paroisse de St-André, défendeur.

1. Une terre située en le premier rang de St-André contenant 2 arpents de front par 42 arpents de profondeur, bornée au nord au fleuve St-Laurent, au sud au bout de la profondeur, à l'ouest à Uldéric Caron et à l'est à François Michaud, laquelle terre est connue et désignée sous le numéro vingt et un (21) au cadastre officiel de la paroisse de St-André, comté de Kamouraska, avec les bâtisses et dépendances dessus construites;

2. Une autre terre contenant 2 arpents de largeur par 28 arpents de profondeur, bornée au nord au chemin public, au sud au bout de la profondeur, à l'ouest à Aurélius Darisse et à l'est au même sieur Darisse, sans bâtisses, connue et désignée sous le numéro quarante cinq (45) au même cadastre de St-André de Kamouraska.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-André, comté et district de Kamouraska, MERCREDI, le TRENTE ET UNIE-ME jour de JANVIER, 1940, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, E.-A. DOUCET.
Rivière-du-Loup, 26 décembre 1939. 5625-52-2-0
[Première publication, 30 décembre 1939]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Kamouraska

No. 14583. { PIERRE GAGNE, FIRMIN GAGNE, junior, and MISS ELIZABETH GAGNE, spinster of age and in use of her rights, all three of the parish of St-Alexandre, in the county of Kamouraska, in their quality of joint testamentary executors of the late Firmin Gagné, senior, in his lifetime, farmer of the same place, plaintiffs; against OMER CARON, farmer of the parish of St. André, defendant.

1. A farm situate in the first range of St-André, measuring 2 arpents in front by 42 arpents in depth, bounded on the north by the river St. Lawrence, on the south by the end of the depth, on the west by Uldéric Caron, and on the east by François Michaud, said farm being known and designated under number twenty one (21) on the official cadastre for the parish of St. André, county of Kamouraska,—with the buildings and dependencies thereon erected.

2. Another farm measuring 2 arpents in width by 28 arpents in depth, bounded on the north by the public road, on the south at the end of the depth, on the west by Aurélius Darisse and on the east by said Sieur Darisse, without buildings—known and designated under number forty five (45) of same cadastre for St-André de Kamouraska.

To be sold at the parochial church door of St-André, county and district of Kamouraska, on WEDNESDAY, the THIRTY FIRST day of JANUARY, 1940, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

E. A. DOUCET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, December 26, 1939 5626-52-2
[First publication, December 30, 1939]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { THE IMPERIAL LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, demanderesse; vs WEST-MOUNT DEVELOPMENT COMPANY, défendresse.

1. Ce certain emplacement ayant front sur la rue Souart Crescent ou l'avenue Holton, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cent-vingt-deux, au plan de subdivision officiel du lot numéro mille sept cent vingt (1720-122), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine, avec l'édifice sus-érigé, dont le mur de pignon sud-est est mitoyen avec la propriété adjacente, et avec le droit de passage, en commun, avec d'autres y ayant droit, dans la ruelle située en arrière du dit emplacement.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { THE IMPERIAL LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, plaintiff; vs. WEST-MOUNT DEVELOPMENT COMPANY, defendant.

1. That certain emplacement fronting on Souart Crescent Street or Holton Avenue, in the city of Montreal, known and designated as lot number one hundred and twenty-two, upon the official subdivision plan of lot number one thousand seven hundred and twenty (1720-122), upon the official plan and book of reference of the St. Antoine ward, with the building thereon erected, the southeast gable wall whereof is mitoyen with the adjoining property, and with the right of passage, in common with others having rights therein, in the lane situate in rear of said emplacement.

2. Ce certain emplacement ayant front sur la rue Souart Crescent ou l'avenue Holton, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cent vingt, au plan de subdivision officiel du lot numéro mille sept cent vingt (1720-120), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St Antoine, avec l'édifice sus érigé, dont le mur de pignon sud-est mitoyen avec la propriété adjacente, et avec le droit de passage en commun, avec d'autres y ayant droit, dans la ruelle située en arrière du dit emplacement.

3. Ce certain emplacement ayant front sur la rue Souart Crescent ou avenue Holton, en la cité de Montréal, étant composé du lot numéro cent dix huit, au plan de subdivision officiel du lot numéro mille sept cent vingt (1720-118), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St Antoine, et du lot numéro cent quarante neuf, au plan de subdivision officiel du lot numéro trois cent soixante seize (376-149), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec l'édifice sus-érigé, dont le mur du côté est est mitoyen avec la propriété adjacente, et avec le droit de passage, en commun avec d'autres y ayant droit, dans la ruelle en arrière du dit emplacement.

4. Ce certain emplacement ayant front sur la rue Souart Crescent ou avenue Holton, en la cité de Westmount, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quarante-quatre au plan de subdivision officiel du lot numéro trois cent soixante seize (376-144), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec l'édifice sus érigé dont le mur de pignon ouest est mitoyen avec la propriété adjacente, et avec le droit de passage, en commun, avec d'autres y ayant droit, dans la ruelle en arrière du dit emplacement.

5. Ce certain emplacement ayant front sur la rue Souart Crescent ou l'avenue Holton, en la cité de Westmount, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quarante six au plan de subdivision officiel du lot numéro trois cent soixante seize (376-146), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec l'édifice sus-érigé, dont le mur de pignon ouest est mitoyen avec la propriété adjacente, et avec le droit de passage en commun avec d'autres y ayant droit, dans la ruelle située en arrière du dit emplacement.

6. Ce certain emplacement ayant front sur la rue Souart Crescent ou l'avenue Holton, en la cité de Westmount, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quarante trois, au plan de subdivision officiel du lot numéro trois cent soixante seize (376-143), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec l'édifice sus-érigé, dont le mur de pignon est est mitoyen avec la propriété adjacente, et avec le droit de passage en commun, avec d'autres y ayant droit, dans la ruelle située en arrière du dit emplacement.

7. Ce certain emplacement ayant front sur la rue Souart Crescent ou l'avenue Holton, en la cité de Westmount, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quarante, au plan de subdivision officiel du lot numéro trois cent soixante-seize (376-140), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec l'édifice sus érigé dont le mur de pignon sud-ouest est mitoyen avec la propriété adjacente, et avec le droit de passage, en commun, avec d'autres y ayant droit, dans la ruelle située en arrière du dit emplacement.

2. That certain emplacement fronting on Souart Crescent Street or Holton Avenue, in the city of Montreal, known and designated as lot number one hundred and twenty, upon the official subdivision plan of lot number one thousand seven hundred and twenty (1720-120), upon the official plan and book of reference of the St. Antoine ward, with the building thereon erected, the southeast gable wall whereof is *mitoyen* with the adjoining property, and with the right of passage, in common with others having rights therein, in the lane situate in rear of said emplacement.

3. That certain emplacement fronting on Souart Crescent Street or Holton Avenue, in the city of Montreal, being composed of lot number one hundred and eighteen upon the official subdivision plan of lot number one thousand seven hundred and twenty (1720-118), upon the official plan and book of reference of the St. Antoine ward, and of lot number one hundred and forty-nine, upon the official subdivision plan of lot number three hundred and seventy-six (376-149), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, with the building thereon erected, the east side wall whereof is *mitoyen* with the adjoining property, and with the right of passage, in common with others having rights therein, in the lane situate in rear of said emplacement.

4. That certain emplacement fronting on Souart Crescent Street or Holton Avenue, in the city of Westmount, known and designated as lot number one hundred and forty-four, upon the official subdivision plan of lot number three hundred and seventy-six (376-144), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, with the building thereon erected, the west gable wall whereof is *mitoyen* with the adjoining property, and with the right of passage, in common with others having rights therein, in the lane in rear of said emplacement.

5. That certain emplacement fronting on Souart Crescent Street or Holton Avenue, in the city of Westmount, known and designated as lot number one hundred and forty-six upon the official subdivision plan of lot number three hundred and seventy-six (376-146), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, with the building thereon erected, the west gable wall whereof is *mitoyen* with the adjoining property, and with the right of passage, in common with others having rights therein, in the lane situate in rear of said emplacement.

6. That certain emplacement fronting on Souart Crescent Street or Holton Avenue, in the city of Westmount, known and designated as lot number one hundred and forty-three, upon the official subdivision plan of lot number three hundred and seventy-six (376-143), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, with the building thereon erected, the east gable wall whereof is *mitoyen* with the adjoining property, and with the right of passage, in common with others having rights therein, in the lane situate in rear of said emplacement.

7. That certain emplacement fronting on Souart Crescent street or Holton Avenue, in the city of Westmount, known and designated as lot number one hundred and forty, upon the official subdivision plan of lot number three hundred and seventy-six (376-140), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, with the building thereon erected, the southwest gable wall whereof is *mitoyen* with the adjoining property, and with the right of passage, in common with others having rights

8. Ce certain emplacement ayant front sur la rue Souart Crescent ou l'avenue Holton, en la cité de Westmount, connu et désigné comme étant le lot numéro cent trente neuf, au plan de subdivision officiel du lot numéro trois cent soixante-seize (376-139), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec l'édifice sus-érigé, dont le mur de pignon nord-est est mitoyen avec la propriété adjacente, et avec le droit de passage, en commun, avec d'autres y ayant droit, dans la ruelle située en arrière du dit emplacement.

9. Ce certain emplacement ayant front sur la rue De Casson Crescent en la cité de Westmount, connu et désigné comme étant le lot numéro cent cinquante deux, au plan de subdivision officiel du lot numéro trois cent soixante-seize (376-152), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec l'édifice sus-érigé, dont le mur de pignon sud-ouest est mitoyen avec la propriété adjacente, et avec le droit de passage en commun, avec d'autres y ayant droit, dans la ruelle située en arrière du dit emplacement.

10. Ce terrain emplacement ayant front sur la rue De Casson Crescent, en la cité de Westmount, connu et désigné comme étant le lot numéro cent cinquante neuf, au plan de subdivision officiel du lot numéro trois cent soixante-seize (376-159), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec l'édifice sus-érigé dont le mur de pignon Est est mitoyen avec la propriété adjacente, et avec le droit de passage en commun, avec d'autres y ayant droit, dans la ruelle située en arrière du dit emplacement.

11. Ce certain emplacement situé partie en la cité de Montréal et partie en la cité de Westmount ayant front sur la rue De Casson Crescent, en la dite cité de Westmount, et étant composé du lot numéro cent soixante trois au plan de subdivision officiel du lot numéro trois cent soixante-seize (376-163), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et du lot numéro cent vingt huit, au plan de subdivision officiel du lot numéro mille sept cent vingt (1720-128), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine, avec l'édifice sus-érigé dont le mur de pignon sud-est est mitoyen avec la propriété adjacente, et avec le droit de passage, en commun avec d'autres y ayant droit, dans la ruelle en arrière du dit emplacement.

12. Ce certain emplacement situé partie en la cité de Montréal, et partie en la cité de Westmount, ayant front sur la rue De Casson Crescent, en la dite cité de Westmount, et étant composé du lot numéro cent soixante-quatre au plan de subdivision officiel du lot numéro trois cent soixante-seize (376-164), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et du lot numéro cent vingt-neuf, au plan de subdivision officiel du lot numéro mille sept cent vingt (1720-129), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine, avec l'édifice sus-érigé, dont le mur de pignon Nord-Ouest est mitoyen avec la propriété adjacente.

13. Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Wood, en la cité de Westmount, connu et désigné comme étant le lot numéro cent trente-

therein, in the lane situate in rear of said emplacement.

8. That certain emplacement fronting on Souart Crescent Street or Holton Avenue, in the city of Westmount, known and designated as lot number one hundred and thirty-nine, upon the official subdivision plan of lot number three hundred and seventy-six (376-139), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, with the building thereon erected, the northeast gable wall whereof is *mitoyen* with the adjoining property, and with the right of passage, in common with others having rights therein, in the lane situate in rear of said emplacement.

9. That certain emplacement fronting on De Casson Crescent Street, in the city of Westmount, known and designated as lot number one hundred and fifty-two, upon the official subdivision plan of lot number three hundred and seventy-six (376-152), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, with the building thereon erected, the southwest gable wall whereof is *mitoyen* with the adjoining property, and with the right of passage, in common with others having rights therein, in the lane situate in rear of said emplacement.

10. That certain emplacement fronting on De Casson Crescent Street, in the city of Westmount, known and designated as lot number one hundred and fifty-nine, upon the official subdivision plan of lot number three hundred and seventy-six (376-159), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, with the building thereon erected, the east gable wall whereof is *mitoyen* with the adjoining property, and with the right of passage, in common with others having rights therein, in the lane situate in rear of said emplacement.

11. That certain emplacement situate partly in the city of Montreal and partly in the city of Westmount, fronting on De Casson Crescent Street, in the said city of Westmount, and being composed of lot number one hundred and sixty-three, upon the official subdivision plan of lot number three hundred and seventy-six (376-163), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and of lot number one hundred and twenty-eight, upon the official subdivision plan of lot number one thousand seven hundred and twenty (1720-128), upon the official plan and book of reference of the St. Antoine ward, with the building thereon erected, the southeast gable wall whereof is *mitoyen* with the adjoining property, and with the right of passage, in common with others having rights therein, in the lane situate in rear of said emplacement.

12. That certain emplacement situate partly in the city of Montreal and partly in the city of Westmount, fronting on De Casson Crescent Street, in the said city of Westmount, and being composed of lot number one hundred and sixty-four upon the official subdivision plan of lot number three hundred and seventy-six (376-164), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and of lot number one hundred and twenty-nine, upon the official subdivision plan of lot number one thousand seven hundred and twenty (1720-129), upon the official plan and book of reference of the St. Antoine ward, with the building thereon erected, the northwest gable wall whereof is *mitoyen* with the adjoining property.

13. That certain emplacement fronting on Wood Avenue, in the city of Westmount, known and designated as lot number one hundred and

quatre au plan de subdivision officiel du lot numéro trois cent soixante seize (376-134), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec l'édifice sus-érigé, dont les murs de pignon sur les deux côtés sont mitoyens, avec les propriétés adjacentes, et avec le droit de passage en commun avec d'autres y ayant droit, dans la ruelle située en arrière du dit emplacement.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, ce ONZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Suivant jugement de l'Hon. Juge Décary en date du 25 novembre 1939, un dépôt sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, comme suit, à savoir: \$1750.00 quant au paragraphe 1; \$1750.00 quant au paragraphe 2; \$1765.00 quant au paragraphe 3; \$1475.00 quant au paragraphe 4; \$1475.00 quant au paragraphe 5; \$1475.00 quant au paragraphe 6; \$1475.00 quant au paragraphe 7; \$1475.00 quant au paragraphe 8; \$1495.00 quant au paragraphe 9; \$1495.00 quant au paragraphe 10; \$1440.00 quant au paragraphe 11; \$1490.00 quant au paragraphe 12; et \$1320.00 quant au paragraphe 13.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS. PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 5 décembre 1939. 5331-49-2
[Première publication, 9 décembre 1939]

thirty-four, upon the official subdivision plan of lot number three hundred and seventy-six (376-134), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, with the building thereon erected, the gable walls whereof on both sides are mitoyen with the adjoining properties, and with the right of passage, in common with others having rights therein, in the lane situate in rear of said emplacement."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Pursuant to a judgment of Hon. Justice Decary, dated November 25th, 1939, a deposit shall be exacted from each and every bidder as follows: to wit: \$1750.00 as to paragraph 1; \$1750.00 as to paragraph 2; \$1765.00 as to paragraph 3; \$1475.00 as to paragraph 4; \$1475.00 as to paragraph 5; \$1475.00 as to paragraph 6; \$1475.00 as to paragraph 7; \$1475.00 as to paragraph 8; \$1495.00 as to paragraph 9; \$1495.00 as to paragraph 10; \$1440.00 as to paragraph 11; \$1490.00 as to paragraph 12 and \$1320.00 as to paragraph 13.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 5th, 1939. 5332-49-2-o
[First publication, December 9, 1939]

NICOLET

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Nicolet

Province de Québec, } OMER THIBEAULT,
No 1306 } de St-Célestin, district
district de Nicolet, demandeur; vs AIME LAMOTHE, cultivateur, de St-Célestin, district de Nicolet, défendeur; et RAYMOND VIGEANT, sténographe, domicilié et résidant en la ville de Nicolet, district de Nicolet, curateur au délaissement.

Le lot No 142 du cadastre officiel du comté de Nicolet pour la paroisse de Saint-Célestin—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Célestin, MERCREDI, le TRENTE ET UNIEME jour de JANVIER 1940, à DEUX heures de l'après midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, RAOUL DUBUC.
Nicolet, le 26 décembre 1939. 5647-52-2-o
[Première publication, 30 décembre 1939]

NICOLET

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Nicolet

Province of Quebec, } OMER THIBEAULT,
No. 1306 } of St. Célestin, district
district of Nicolet, plaintiff; vs AIME LAMOTHE, farmer, of St. Célestin, district of Nicolet, defendant; and RAYMOND VIGEANT, stenographer domiciled and residing in the Town of Nicolet, district of Nicolet, curator to the abandonment.

Lot No. 142 of the official cadastre of the County of Nicolet for the parish of St. Célestin—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. Célestin on WEDNESDAY the THIRTY FIRST day of JANUARY, 1940, at TWO o'clock in the afternoon.

RAOUL DUBUC,
Sheriff's Office, Sheriff.
Nicolet, December 26, 1939. 5648-52-2
[First publication, December 30th, 1939]

PONTIAC

Cour Supérieure—District de Pontiac

Canada, } GEORGE AMYOT-
Province de Québec, } TE, cultivateur, de
No 4775 } l'endroit appelé Westmeath, en la province d'Ontario, demandeur; vs NARCISSE GRAVELINE, du village de Fort Coulonge, district de Pontiac, défendeur.

Ce certain lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de Fort Coulonge, dans le comté de Pontiac, province de Québec, Canada, comme étant le lot numéro trois cent un du dit village de Fort Coulonge, ainsi que les bâtisses, maisons et autres dépendances sus érigées (lot No 301).

PONTIAC

Superior Court—District of Pontiac

Canada, } GEORGE AMYOT-
Province of Quebec, } TE, farmer, of the
No. 4775 } place called Westmeath, in the Province of Ontario, plaintiff; vs NARCISSE GRAVELINE, of the village of Fort Coulonge, district of Pontiac, defendant.

That certain lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the village of Fort Coulonge, in the county of Pontiac, province of Quebec, Canada, as being lot number three hundred and one of the said village of Fort Coulonge—and also the buildings, houses and other dependencies thereon erected. (lot No. 301).

Pour être vendu au bureau du Régistrateur du comté de Pontiac, au village de Campbell's Bay, VENDREDI, le DOUZIEME jour de JANVIER, 1940, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHARLES BELEC.
Campbell's Bay, 30 novembre 1939. 5325-49-2
[Première publication, 9 décembre 1939]

To be sold at the Registrar's Office for the County of Pontiac, in the village of Campbell's Bay, on FRIDAY, the TWELFTH day of JANUARY, 1940, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES BELEC,
Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, November 30, 1939. 5326-49-2
[First publication, December 9, 1939]

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE LÉVIS, corps
No 32725 } politique et incorporé,
ayant sa principale place d'affaires à Lévis,
contestante; contre MICHAEL LAWRENCE
DOHAN, hôtelier, de la cité de Lévis, opposant,
à savoir:

Partie des lots Nos 421 et 422 (quatre cent vingt-et-un et quatre cent vingt-deux) du cadastre officiel pour le quartier Lauzon de la ville de Lévis, maintenant la cité de Lévis, étant un emplacement situé sur l'Avenue Laurier, borné vers le nord partie par le lot No 4 8 et partie par le lot No 429 du dit cadastre, à l'ouest pour une partie, au sud par le reste du dit lot No 421, pour une autre partie, au sud, par le reste du lot No 422, lot de grève appartenant à la Corporation de la ville de Lévis, et par un passage public de 16 pieds, dont 15 contigus au dit terrain à l'est, partie du lot No 422 étant le passage du chemin de fer Intercolonial, du Gouvernement de notre puissance du Canada, étant un emplacement situé au nord du chemin de fer Intercolonial—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Lévis, comté de Lévis, le DEUXIEME jour de FEVRIER, 1940, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 27 décembre 1939. 5627-52-2-o
[Première publication, 30 décembre 1939]
[Deuxième publication, 13 janvier 1940]

ROBERVAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure

Canada, }
Province de Québec, } LUDGER DIONNE,
District de Roberval, } négociant de St-Georges de Beauce, de
No 9809 } mandeur; vs ARMAND
GAGNON, de St-Joseph d'Alma, Cté Lac St-Jean, district de Roberval, défendeur.

Tous les droits, titres et intérêts du défendeur sur un emplacement situé en la ville de St-Joseph d'Alma, comté Lac St-Jean, comprenant les lots connus et désignés sous les numéros treize-A-trente-trois (No 13-A-33), treize-A-trente-quatre (No 13-A-34) et une partie du numéro treize-A-quarante-sept (No 13-A-47) laquelle partie est bornée comme suit et mesure 150 pieds de l'ouest à l'est sur la profondeur dudit lot 13-A-47: Au sud aux lots 13-A-32, 13-A-33 et 13-A-34; au nord au lot 13-A; à l'Ouest, au terrain de Wellie et Charles Maltais ou représentants; à l'Est au terrain de Jos. Collard ou représentants; de telle manière

QUEBEC

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } THE CITY OF LEVIS, a
No. 32725 } body politic and corporate, having its principal place of business at Lévis, contestant; against MICHAEL LAWRENCE DOHAN, hotel-keeper, opposant, to wit:

Part of lots Nos 421 and 422 (four hundred and twenty one and four hundred and twenty two) on the official cadastre for Lauzon Ward of the Town of Lévis, now the City of Lévis, being an emplacement situate on Laurier Avenue, bounded on the north partly by lot No. 4 8 and partly by lot No. 429, of said cadastre, on the west, for one part on the south by the residue of said lot No. 421, for another part, on the south, by the residue of lot No. 422, river lot belonging to the Corporation of the Town of Lévis, and by a public passage of 16 feet, 15 of which are contiguous to the said lot of land, on the east, partly by lot No. 422 being the right of way of the Intercolonial Railway, of the Government of Our Dominion of Canada, being an emplacement situate north of the Intercolonial Railway Line—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the Parish of Notre-Dame de Lévis, County of Lévis, on the SECOND day of FEBRUARY, 1940, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, December 27th, 1939. 5628-52-2
[First publication, December 30th, 1939]
[Second publication, January 13th, 1940]

ROBERVAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court

Canada, }
Province of Quebec, } LUDGER DIONNE,
District of Roberval, } trader of St-Georges de Beauce, Plaintiff; vs
No. 9809 } ARMAND GAGNON,
of St-Joseph d'Alma, County of Lake St. John, district of Roberval, Defendant.

All the rights, titles and interests of the defendant to and in an emplacement situate in the Town of St. Joseph d'Alma, County of Lake St. John, comprising the lots known and designated under numbers thirteen-A-thirty three (No. 13-A-33), thirteen-A-thirty four (No. 13-A-34) and a part of number thirteen-A-forty seven (No. 13-A-47) the said part being bounded as follows and measures 150 feet from West to East by the depth of the said lot 13-A-47; on the South by lots 13-A-32, 13-A-33 and 13-A-34; on the North by lot 13-A; to the West by the land of Wellie and Charles Maltais or representatives;

que la borne Est de ce terrain soit le prolongement en ligne droite vers le Nord de la ligne de division entre les lots 13 A-31 et 13 A-32, et que la borne Ouest soit le prolongement en ligne droite aussi vers le Nord de la ligne de séparation des lots 13-A-34 et 13 A-35. Les dits lots aux plan et livre de renvoi officiels du neuvième rang (R-9) du cadastre du canton Signal.

Avec les bâtisses dessus construites et leurs accessoires, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint Joseph d'Alma (Ville d'Alma), Cité Lac St-Jean, district de Roberval, MRCRFDI, le DIXIEME jour de JANVIER (1940), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS. HARVEY,
Roberval, le 6 décembre 1939. 5347-49-2 o
[Première publication, le 9 décembre 1939]

to the East by the land of Jos. Collard or representatives; in such a manner that the East boundary of this lot of land is the prolongation in a straight line northward of the divisional line between lots 13-A-31 and 13 A-32, and that the West boundary is the prolongation in a straight line also Northward of the divisional line between lots 13-A-34 and 13 A 35. The said lots on the official plan and book of reference for the Ninth Range (R-9) of the cadastre for the Township of Signal.

With the buildings thereon erected and their accessories, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph d'Alma (Town of Alma) County of Lake St. John, district of Roberval, on WEDNESDAY, the TENTH day of JANUARY, 1940, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. HARVEY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, December 6, 1939. 5348-49-2
[First publication, December 9, 1939]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure—District de Rimouski

No 6898 { P.-E. D'ANJOU & FILS
{ P. LTEE, corporation léga-

lement constituée ayant place d'affaires à Rimouski; contre ROMUALD PELLETIER, marchand de St-Léon le Grand.

Comme appartenant au défendeur:

Un terrain situé dans St-Léon le Grand étant une partie du numéro 29-1 rang I Pineault du cadastre officiel de la paroisse de St-Léon le Grand borné au nord, au chemin public, au sud à Charles Perreault, à l'est à Ludger Pelletier, à l'ouest, à Charles Perreault—avec les bâtisses dessus construites, dépendances et circonstances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Léon le Grand, MARDI, le TRENTIEME jour de JANVIER 1940, à DIX heures de la matinée.

Le shérif,

5651-52-2-o CHAS. GARON,
[Première publication, 30 décembre 1939]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court—District of Rimouski

No. 6898 { P. E. D'ANJOU & FILS
{ P. LTEE, a body politic

and corporate, having its place of business at Rimouski; against ROMUALD PELLETIER, merchant of St. Léon le Grand.

As belonging to the defendant:

A lot of land situate at St-Léon le Grand, being part of number 29-1, Range I Pineault, on the official cadastre for the Parish of St-Léon le Grand, bounded on the north by the public road, on the south by Charles Perreault, on the east by Ludger Pelletier, on the west by Charles Perreault—with the buildings thereon erected, dependencies and circumstances.

To be sold at the church door of St-Léon le Grand, on TUESDAY, the THIRTIETH day of JANUARY, 1940, at TEN o'clock in the forenoon.

CHAS. GARON,

5652-52-2 Sheriff.
[First publication, December 30th, 1939]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS
Cour Supérieure—District de St-François

Sherbrooke, { LILIAN FISHER, fille ma-
No 1618. { jeune, des cité et district
de Montréal, EDWARD W. LEONARD du village de Bury, district de St-François, en sa qualité de tuteur de Ethel E. Fisher et VIOLET R. FISHER, toutes deux enfants mineurs nées du mariage de Edward E. Fisher et Dame Grace Mooney Fisher, demandeurs; vs ARCHIBALD J. KIRKPATRICK, du canton de Newport, district de St-François, défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

Ces certains morceaux ou parties de terrain sis et situé dans le canton de Newport connus sur les plan de cadastre et dans le livre de renvoi officiels du dit canton comme étant le lot numéro onze "A" dans le premier rang du dit canton, contenant cent acres en superficie, plus ou moins,

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS
Superior Court—District of St. Francis

Sherbrooke, { LILIAN FISHER, spinster
No. 1618. { of age of the city and
district of Montreal, EDWARD W. LEONARD of the village of Bury, district of St. Francis, in his quality of tutor of Ethel E. Fisher and VIOLET R. FISHER, both minor children issued from the marriage of Edward E. Fisher and Dame Grace Mooney Fisher, plaintiffs; vs ARCHIBALD J. KIRKPATRICK of the township of Newport, district of St. Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

Those certain tracts or parcels of land lying and being in the township of Newport aforesaid known on the cadastral plan and book of reference of the said township as being the lot number eleven "A" in the first range of the said township, containing one hundred acres in superficies

et les bâtisses dessus érigées, aussi partie du lot douze "A" dans le dit premier rang de Newport, mesurant vingt pieds en largeur allant de la ligne est dudit lot onze "A" à dix pieds est du ruisseau traversant le dit lot onze "A", et tel que décrits dans l'acte de vente de J. H. Saunders devant le notaire Ernest Lebrun et enregistré à Cookshire sous le numéro 38206.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Raphaël de Bury, JEUDI, le PREMIER FEVRIER 1940, à DEUX heures p.m.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX,
Sherbrooke, ce 22 décembre 1939. 5631-52-2-o
[Première publication, 30 décembre 1939]

Cour Supérieure.—District de St-François
Province de Québec, } L'OFFICE DU CRE-
No 543 } DIT AGRICOLE
DU QUEBEC, corps politique incorporé, ayant son principal bureau en la cité de Québec, demandeur; vs ALBERT ROBILLARD, de Richmond, au canton de Cleveland, défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

Un certain emplacement sis et situé dans le canton de Cleveland, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, comme étant:

1. Les lots cadastraux numéros treize "B" et quatorze "B" dans le douzième rang, contenant cent vingt acres en superficie, plus ou moins.

2. Le lot cadastral numéro seize, dans le onzième rang, contenant deux cents acres en superficie, plus ou moins.

3. Trois acres de terre détachées du bout sud-ouest du lot cadastral numéro dix-sept "A" dans le onzième rang, étant une lisière de terrain par toute la longueur du bout du dit lot 17 "A", deux cent huit pieds en profondeur uniforme; borné au nord-est par le résidu du dit lot 17 "A"; au sud-est par le lot 16; au sud-ouest par la ligne de concession entre les rangs onze et douze et au nord-ouest par le chemin de Danville.

Avec maisons et dépendances dessus construites et y appartenant.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Bibiane de Richmond, SAMEDI, le TROIS FEVRIER 1940, à DIX heures et QUART, a.m.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX,
Sherbrooke, 23 décembre 1939. 5633-52-2-o
[Première publication, 30 décembre 1939]

more or less, and the buildings thereon made and erected, also part of lot twelve "A" in the said first range of Newport measuring twenty feet in width running from the east line of said lot eleven "A" to ten feet East of the brook running across the said lot eleven "A" and as described in the deed of sale from J. H. Saunders before Notary Ernest Lebrun and registered at Cookshire under No. 38206.

To be sold at the door of the parochial church of St. Raphaël de Bury, the FIRST of FEBRUARY 1940, at TWO p.m.

J. P. C. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, December 22nd, 1939. 5632-52-2-o
[First publication, December 30th, 1939]

Superior Court.—District of St. Francis
Province of Quebec, } L'OFFICE DU CRE-
No. 543 } DIT AGRICOLE
DU QUEBEC, body politic and corporate, having its principal office in the city of Quebec, plaintiff; vs ALBERT ROBILLARD, of Richmond, of the township of Cleveland, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

A certain piece of ground lying and being in the township of Cleveland, known and designated on the official plan and book of reference of the said township, as being:

1. The cadastral lots numbers thirteen "B" and fourteen "B" in the twelfth range, containing one hundred and twenty acres in superficies, more or less.

2. The cadastral lot number sixteen, in the eleventh range, containing two hundred acres in superficies, more or less.

3. Three acres of land detached from the southwest end of cadastral lot number seventeen "A" in the eleventh range, being a strip of land along the whole length of the end of said lot 17 "A" two hundred and eight feet in uniform depth; bounded northeast by the residue of said lot 17 "A"; southeast by the lot 16; southwest by the concession line between ranges eleven and twelve, and northwest by the Danville road.

With buildings and dependencies thereon erected and belonging to.

To be sold at the door of the parochial church of Sainte-Bibiane de Richmond, SATURDAY, the THIRD day of FEBRUARY 1940, at TEN and FIFTEEN minutes, a.m.

J. P. C. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, December 23rd, 1939. 5634-52-2-o
[First publication, December 30, 1939]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Terrebonne

Canada, } L'ABBE JOSEPH OS-
Province de Québec, } CAR MAURICE,
No 5901 } prêtre des cité et district
de Montréal, demandeur, vs OVILA THER-
RIEN, de la paroisse de Saint-Jovite, canton de Salaberry, comté et district de Terrebonne, défendeur.

a) Cette partie du lot de terre numéro quatre cent vingt-six (426) des plan et livre de renvoi officiels du canton DeSalaberry, bornée au nord par le chemin public, au sud par les terres du cinquième rang du dit canton, à l'est par le lot numéro quatre-cent-vingt-sept et à l'ouest par les terres du canton Clyde;

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Terrebonne

Canada, } ABBOTT JOSEPH
Province of Quebec, } OSCAR MAURICE,
No. 5901 } priest of the city and district of Montreal, plaintiff, vs OVILA THER-
RIEN, of the parish of Saint-Jovite, township of DeSalaberry, county and district of Terrebonne, defendant.

a) This part of the lot of land number four hundred and twenty-six (426) of the official plan and in the book of reference of the township of DeSalaberry, bounded to the north by the public road, to the south by the lands of the fifth range of the said township, to the east by the lot number four hundred and twenty-seven

b) Un emplacement faisant partie dudit lot de terre numéro quatre-cent-vingt-six (426) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Salaberry, contenant ce dit emplacement, cent soixante-quinze pieds de front sur cinquante pieds de profondeur, borné en front au sud par le chemin public, à l'ouest par le canton Clyde, et des deux autres côtés par le résidu dudit lot numéro 426, avec une maison et autres dépendances y érigées; tel que le tout se trouve présentement, avec servitudes."

Pour être vendu à la porte de l'Eglise paroissiale catholique de Saint-Jovite, MERCREDI, le DIXIEME jour de JANVIER, 1940, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, HORACE LIMOGES,
Saint-Jérôme, 5 décembre 1939. 5327-49-2-o
[Première publication, 9 décembre 1939]

and to the west by the lands of the township of Clyde;

b) An emplacement forming part of the said lot of land number four hundred and twenty-six (426) of the official plan and in the book of reference of the township of DeSalaberry, containing this said emplacement, one hundred and seventy-five feet in front by fifty feet in depth, bounded in front to the south by the public road, to the west by the township of Clyde, and on the two other sides by the residue of the said lot number 426, with a house and dependencies thereon erected, as the whole is now, with the servitudes."

To be sold at the door of the Catholic parochial church of Saint-Jovite, WEDNESDAY, the TENTH day of JANUARY 1940, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
St-Jérôme, December 5, 1939. 5328-49-2-o
[First publication, December 9, 1939]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières

Canada, } JOSEPH - ARTHUR
Province de Québec, } BARRETTE, notaire,
No 5433 } de Saint-Barthélemy, de-
mandeur; vs NELSON COSSETTE, employé
civil, de la cité de Québec, tant personnellement
qu'en sa qualité de légataire universel et d'héritier
bénéficiaire de Alphonse Cossette en son
vivant rentier, de la paroisse de Champlain, dé-
fendeur, personnellement et es-qualité.

1. Un emplacement faisant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel du comté de Champlain pour la paroisse de Champlain, sous le lot numéro soixante-treize (p. 73), borné en front ou vers le nord-ouest et d'un côté vers le nord-est aux terrains appartenant à Dame Philippe Bourbeau et de l'autre côté ou vers le sud-ouest aux terrains appartenant à Dame L. Grandmont ou représentants, avec une maison en bois dessus construite, circonstances et dépendances, et mesurant le dit emplacement cinquante-cinq pieds (55) de front sur cent vingt-cinq pieds (125) de profondeur, le tout à mesure anglaise.

2. Une terre à bois étant le lot connu et désigné au cadastre officiel du comté de Champlain pour la paroisse de Champlain, sous le lot numéro quatre cent cinquante-cinq, (455).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Champlain, le TRENTE ET UNIEME jour de JANVIER, mil neuf cent quarante, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER,
Trois-Rivières, 26 décembre 1939. 5629-52-2-o
[Première publication, 30 décembre 1939]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Trois-Rivières

Canada, } JOSEPH - ARTHUR
Province of Quebec, } BARRETTE, notary,
No. 5433 } of Saint Barthélemy,
plaintiff; vs NELSON COSSETTE, civil em-
ployee, of the city of Quebec, both personally and
in his quality of universal legatee and beneficiary
heir of Alphonse Cossette, in his lifetime annuit-
ant, of the parish of Champlain, defendant, per-
sonally and es-qualité.

1. An emplacement forming part of that lot known and designated on the official cadastre for the county of Champlain for the parish of Champlain, under number seventy three (Pt. 73) bounded in front or towards the northwest and on one side or towards the northeast by the lands belonging to Dame Philippe Bourbeau, and on the other side or towards the southwest by the lands belonging to Dame L. Grandmont or representatives,—with a wooden house thereon erected, circumstances and dependencies—and said emplacement measuring fifty five (55) feet in front by one hundred and twenty five feet (125) in depth, the whole, English measure.

2. A wooded lot of land being known and designated on the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Champlain, under lot number four hundred and fifty five (455).

To be sold at the church door of the parish of Champlain, on the THIRTY FIRST day of JANUARY, nineteen hundred and forty, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, December 26, 1939. 5630-52-2
[First publication, December 30, 1939]

AVIS IMPORTANT

Pour la livraison de la semaine finissant le 6 JANVIER prochain, on ne recevra de la copie que jusqu'à midi, MERCREDI, 3 JANVIER 1940.

IMPORTANT NOTICE

For the issue of the week ending JANUARY 6th next, we will receive copy only until noon, on WEDNESDAY, JANUARY 3rd, 1940.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 52

Index of the Quebec Official Gazette, No 52

ANNONCEURS:—AVIS AUX:—	3975	ADVERTISERS:—NOTICE TO:—	3975
ARRÊTÉS-EN-CONSEIL		ORDERS-IN-COUNCIL:—	
Concernant la Loi des salaires raisonnables	4002	Concerning the Fair Wage Act	4002
Industrie du meuble dans la Province (Modification)	4002	Furniture industry in the Province (Modification)	4002
AVIS DIVERS:—		MISCELLANEOUS NOTICES:—	
Commission Industrie Laitière	4003-4004	Dairy Industry Commission	4003-4004
L'Union Nationale des Employés des Départements de Feu, Alarme et Lumière de la cité de Hull	4004	L'Union Nationale des Employés des Départements de Feu, Alarme et Lumière de la cité de Hull	4004
AVIS IMPORTANT	3975-4024	IMPORTANT NOTICE:—	3975-4024
BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—		BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:—	
Bills privés	4005	Private Bills	4005
CHARTES—ABANDON DE:—		CHARTERS—SURRENDER OF:—	
Art Process Limited	4005	Art Process Limited	4005
Cie Belgo-Québécoise de Prospection Minière, Ltée	4005	Cie Belgo-Québécoise de Prospection Minière, Ltée	4005
Roxy Realty Company Limited	4006	Roxy Realty Company Limited	4006
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:—		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:—	
United States Steel Export Company	4006	United States Steel Export Company	4006
DEMANDES A LA LÉGLSLATURE:—		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:—	
Frappier, Mlle M.-E.-G.	4007	Frappier, Miss M. E. G.	4007
Jolin, Jacques	4008	Jolin, Jacques	4008
Lagnado, Albert	4006	Lagnado, Albert	4006
L'Association des Constructeurs de Québec	4007	L'Association des Constructeurs de Québec	4007
La Tuque, ville de	4006	La Tuque, town of	4006
St. Nicholas Syrian Greek Orthodox Church of Montreal	4007	St. Nicholas Syrian Greek Orthodox Church of Montreal	4007
Viewmount Land Company Limited	4007	Viewmount Land Company Limited	4007
ERRATUM:—		ERRATUM:—	
Guilbeault, Paul-Emile	4013	Guilbeault, Paul Emile	4013
EXAMENS DU BARREAU:—		BAR EXAMINATION:—	
Montréal, étude du droit	4008	Montreal: study of the law	4008
Montréal, pratique du droit	4008	Montreal: practice of the law	4008
Québec, étude du droit	4009	Quebec: study of the law	4009
Québec, pratique du droit	4009	Quebec: practice of the law	4009
Trois-Rivières: étude du droit	4010	Trois Rivières: study of the law	4010
LETTRES PATENTES:—		LETTERS PATENT:—	
Canadian Sporting Goods Mfg. Co. Ltd.	3992	Canadian Sporting Goods Mfg. Co. Ltd.	3992
Cordon Bleu Limited—Cordon Bleu (Limitée)	3976	Cordon Bleu Limited—Cordon Bleu (Limitée)	3976
Eagle Products Inc.	3979	Eagle Products Inc.	3979
Echange Provincial (Limitée)—Provincial Exchange (Limited)	3980	Echange Provincial (Limitée)—Provincial Exchange (Limited)	3980
Eddy's Drive Ur Self Limited	3981	Eddy's Drive Ur Self Limited	3981
Fiset, H.-R. (Retraite-Retirement)	3999	Fiset, H.-R. (Retraite-Retirement)	3999
Laurentide Air Service Corporation	3984	Laurentide Air Service Corporation	3984
Les Produits "Ca-Ra-Co" Ltée—The "Ca-Ra-Co" Products Ltd.	3987	Les Produits "Ca-Ra-Co" Ltée—The "Ca-Ra-Co" Products Ltd.	3987

Mic-Mac Mines Limited	3996	Mic-Mac Mines Limited	3996
Robert Villeneuve "Limitée"	3989	Robert Villeneuve "Limitée"	3989
The James Sullivan Mines Limited	3991	The James Sullivan Mines Limited	3991
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—	
LaSalle Electric Co. Ltd.	4000	LaSalle Electric Co. Ltd.	4000
London House Products Ltd.	4000	London House Products Ltd.	4000
Pagé Construction (Québec) Ltée	4001	Pagé Construction (Québec) Ltée	4001
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—		DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—	
Syndicat d'élevage de chevaux canadiens de Kamouraska	4009	Syndicat d'élevage de chevaux canadiens de Kamouraska	4009
MINISTÈRE DU TRAVAIL:—		DEPARTMENT OF LABOUR:—	
Industrie de la construction du district des Cantons de l'Est	4010	Building industry of the Eastern Town- ships district	4010
Industrie des déchargeurs de charbon de Montréal	4010	Coal dischargers' industry of Montreal	4010
NOMINATIONS:—		APPOINTMENTS:—	
Diverses	4010	Miscellaneous	4010
PROCLAMATION:—		PROCLAMATION:—	
Convocation de la Législature pour l'ex- pédition des affaires	4012	Convocation of the Legislature for the dispatch of business	4012
VENTE, LOI DE FAILLITE:—		SALE, BANKRUPTCY ACT:—	
Demers, Dieppe	4012	Demers, Dieppe	4012
VENTES PAR LES SHÉRIFS:—		SHERIFFS' SALES:—	
ABITIBI:—		ABITIBI:—	
Dessureault vs Plourde	4013	Dessureault vs Plourde	4013
BEAUCE:—		BEAUCE:—	
La Commission du Prêt Agricole Cana- dien vs Gilbert	4014	The Canadian Farm Loan Board vs Gil- bert	4014
BEAUCHARNOIS:—		BEAUCHARNOIS:—	
Strathmar Corporation Limited vs Mar- tin	4014	Strathmar Corporation Limited vs Mar- tin	4014
BEDFORD:—		BEDFORD:—	
Delaney vs Bourbeau	4015	Delaney vs Bourbeau	4015
Tétreault vs Paradis <i>et al.</i>	4014	Tétreault vs Paradis <i>et al.</i>	4014
IBERVILLE:—		IBERVILLE:—	
Paroisse de Ste-Brigide vs Audet	4015	Parish of Ste-Brigide vs Audet	4015
Tétreault <i>et vir</i> vs Vanderwhege	4016	Tétreault <i>et vir</i> vs Vanderwhege	4016
JOLIETTE:—		JOLIETTE:—	
Allaire vs Campbell	4016	Allaire vs Campbell	4016
KAMOURASKA:—		KAMOURASKA:—	
Gagné <i>et al</i> vs Caron	4017	Gagné <i>et al</i> vs Caron	4017
MONTREAL:—		MONTREAL:—	
The Imperial Life Ass. Co. of Canada vs Westmount Development Co.	4017	The Imperial Life Ass. Co. of Canada vs Westmount Development Co.	4017
NICOLET:—		NICOLET:—	
Thibeault vs Lamothe	4020	Thibeault vs Lamothe	4020

PONTIAC:—

Amyotte vs Graveline..... 4020

QUÉBEC:—

Cité de Lévis vs Dohan..... 4021

RIMOUSKI:—

P. E. D'Anjou & Fils Ltée vs Pelletier.. 4022

ROBERVAL:—

Dionne vs Gagnon..... 4021

SAINT-FRANÇOIS:—

Fisher *et al* vs Kirkpatrick..... 4022L'Office du Crédit Agricole du Québec vs
Robillard..... 4023

TERREBONNE:—

Maurice vs Therrien..... 4023

TROIS-RIVIÈRES:—

Barrette vs Cossette..... 4024

PONTIAC:—

Amyotte vs Graveline..... 4020

QUÉBEC:—

City of Lévis vs Dohan..... 4021

RIMOUSKI:—

P. E. D'Anjou & Fils Ltée vs Pelletier.. 4022

ROBERVAL:—

Dionne vs Gagnon..... 4021

SAINT FRANCIS:—

Fisher *et al* vs Kirkpatrick..... 4022L'Office du Crédit Agricole du Québec vs
Robillard..... 4023

TERREBONNE:—

Maurice vs Therrien..... 4023

TROIS RIVIÈRES:—

Barrette vs Cossette..... 4024